ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 31 juillet 1963, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant coordination des lois et arrêtés relatifs aux impôts sur les revenus", ainsi qu'il a été amendé par le Ministre le 1er octobre 1963, a donné le 18 novembre 1963 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 31e juli 1963 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot coördinatie van de wetten en besluiten betreffende de inkomstenbelastingen", zoals het door de Minister op 1 oktober 1963 gewijzigd werd, heeft de 18e november 1963 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

I.

Le Code en projet prend comme base de travail les lois relatives aux impôts sur les revenus, coordonnées le 15 janvier 1948 et publiées au Moniteur belge du 21 janvier 1948.

Le Conseil d'Etat a rappelé à diverses reprises qu'une coordination doit se faire sur les textes originels et non pas sur une coordination précédente.

La raison pour laquelle le Gouvernement s'écarte de cette règle est essentiellement pratique : la référence aux textes originels nécessiterait des notes de bas de page extrêmement étendues et d'une consultation - en l'espèce - malaisée.

La nouvelle présentation des matières adoptée par le projet ne permet d'ailleurs pas de reprendre - telles quelles ou avec des modifications qui ne seraient que de peu d'importance - les notes de bas de page qui figurent dans la coordination du 15 janvier 1948.

Les notes de bas de page qui figurent au Moniteur belge du 21 janvier 1948, sous la coordination du 15 janvier 1948, permettent de situer avec exactitude l'origine des textes repris dans cette coordination.

\+

\+ \+

.../...

II.

La terminologie appelle une observation relative à l'emploi des termes "redevable" et "contribuable" et des termes néerlandais qui y correspondent.

\+

\+ +

Le Conseil d'Etat a, dans son avis L. 49/1 du 1er février 1949 relatif à un projet de loi "portant le Code des impôts sur les revenus" (Doc. parl. Ch. Représentants, session 1948-1949, n° 169, page 78), exposé ce qui suit :

"Les lois coordonnées et le projet emploient concurremment et sans discrimination les mots "contribuable" et "redevable".

Le Conseil d'Etat est d'avis que "redevable" s'entend de la personne à qui le fisc peut réclamer le montant de l'impôt, qu'elle doive ou non en supporter la charge, tandis que "contribuable" s'entend de la personne qui, dans l'esprit du législateur, doit supporter l'impôt, qu'elle soit ou non le débiteur direct du Trésor La revision des textes s'inspire de cette terminologie. Ainsi dira-t-on redevable au titre de l'impôt foncier, et aux titres de la taxe mobilière et de la taxe professionnelle, etc ..., lorsqu'on vise la personne qui doit acquitter la taxe (même si elle n'est pas le contribuable, comme c'est le cas dans l'hypothèse de retenue de l'impôt à la source). On dira, en revanche, contribuable aux articles traitant du minimum exonéré, de la double imposition, des réductions pour charges de famille, des dégrèvements, etc.. ".

\+

\+ +

.../...

La Cour de cassation, de son côté, en divers arrêts et notamment dans un arrêt du 17 novembre 1953 (Pasicr. 1954, I, 214), s'est prononcée dans les termes suivants :

"Attendu que dans l'article 74 des lois relatives aux impôts coordonnées le 31 juillet 1943, il était fait usage du terme "contribuable" pour désigner celui qui s'abstient de faire une déclaration ou qui produit une déclaration volontairement incomplète ou inexacte que cette dernière hypothèse implique que le contribuable est assujetti à l'impôt et que, partant, il en est le redevable

Attendu qu'il apparaît ainsi que l'article 30 de la loi du 8 mars 1951, qui substitue l'expression "redevable" au mot "contribuable", a précisé la terminologie de l'article 74 des lois coordonnées

Attendu que, dans le système des lois coordonnées, une personne physique ou morale est "contribuable" là où il n'est pas encore acquis qu'elle soit, soit assujettie à l'impôt, soit tiers débiteur de l'impôt, auxquels cas elle est "redevable"

Que si le "contribuable" n'est qu'un redevable virtuel de l'impôt, pour être "redevable" il faut remplir tout au moins théoriquement les conditions de débition de l'impôt".

+

+ +

.../...

S'inspirant de l'avis du Conseil d'Etat et de cette jurisprudence de la Cour de cassation, le Gouvernement a utilisé les termes "contribuable" et "redevable" dans la signification suivante qui a été précisée par les fonctionnaires délégués :

- le contribuable est "la personne qui bénéficie des revenus imposables et qui doit, en principe, supporter la charge de l'impôt. C'est lui qui doit souscrire la déclaration et c'est lui qui est en cause aussi longtemps qu'on reste au stade de la détermination de la base imposable et du calcul de l'impôt";

- le redevable, est la personne qui doit payer l impôt, qu il doive ou non en supporter finalement la charge; ce sera parfois le contribuable lui-même, la même personne ayant , dans ce cas, une double qualité; ce sera parfois une autre personne, tiers débiteur de l'impôt. C'est lui qui est en cause lorsqu'on en arrive au stade du recouvrement de l'impôt, qui, on le sait, commence avec l'enrôlement . C'est également le redevable qui sera toujours en cause en matière de précompte, celui-ci étant un mode de perception de l'impôt".

\+

\+ +

Dans la version néerlandaise du Code, au terme "contribuable" tel qu'il vient d'être défini, correspond le mot "belastingplichtige" au lieu de "belastingschuldige", "belastingschuldenaar" ou "schuldenaar", et au terme "redevable" correspond "belastingschuldige" au lieu de "belastingplichtige", "schatplichtige", "belastingschuldenaar" ou "schuldenaar".

.../...

Le terme "schuldenaar" serait employé au lieu de "belastingschuldige" ou "belastingplichtige" pour désigner le redevable d'un précompte.

\+

\+ \+

En général le projet se conforme à cette terminologie. Cependant, il n'en est pas ainsi dans tous les cas, et pour assurer l'uniformité complète , le Conseil d'Etat propose les modifications de texte reprises ci-dessous :

Article 20.-

Dans la version française, au 2°, b, à la fin, il y a lieu d'écrire : "contribuables".

Article 21.

Dans la version française, il y a lieu d'écrire : "... inventaires du contribuable" et dans la version néerlandaise "inventarissen van de belastingplichtige".

Article 46.

Dans la version française, il y a lieu d'écrire "... par un contribuable à une société holding ... " et "... lorsque le contribuable justifie".

Article 47.

Dans la version française, au § 2, il y a lieu d'écrire : "à la demande du contribuable".

Article 108.

Au § 1er, alinéa 2, dans la version française, il y a lieu d'écrire "dans l'entreprise du contribuable" et dans la version néerlandaise "in de onderneming in België van de belastingplichtige".

.../...

Article 163.

Au § ler, 1°, dans la version française, il y a lieu d'écrire " ... occupée par le redevable" et, dans la version néerlandaise,"het door de belastingschuldige volledig betrokken woonhuis".

Article 172

Dans la version française, à l'alinéa 3, il y a lieu d'écrire "contribuable".

Article 183.

Dans la version néerlandaise, il y a lieu de remplacer au 1° et au 2° "schuldenaars" par "belastingschuldigen".

Article 239.

A la suite du remplacement proposé du mot "schuldenaars", le texte néerlandais serait plus clairement rédigé comme suit : "De aangiften inzake personenbelasting, vennootschapsbelasting of belasting der niet-verblijfhouders zijn tegen de belastingplichtige in te roepen ...".

Article 244.

Dans la version française, il y a lieu d'écrire : "... des bénéfices des contribuables".

Article 248.

Dans la version française, au § ler, il y a lieu d'écrire "pour chaque contribuable" et "d'au moins trois contribuables".

Article 256.

Dans la version française, les mots "la taxe du redevable" doivent être remplacés par les mots "l'impôt du contribuable".

Article 258.

Dans la version française, il y a lieu d'écrire : "Lorsque le contribuable ... ".

.../...

Article 259.

Dans la version française, il y a lieu d'écrire : "... revenu imposable d'un contribuable".

Article 260.

Dans la version néerlandaise, il y a lieu d'écrire : "ten name van dezelfde belastingschuldige".

Article 261.

Dans la version néerlandaise, à l'alinéa 1er, le mot "schatplichtige" doit être remplacé par "belasting-schuldige" et, à l'alinéa 3, le mot "belastingplichtige" doit être remplacé, à deux reprises, par "belastingschuldige".

Article 262.

Dans la version néerlandaise, dans la première phrase et au 1°, le mot "belastingplichtige" doit être remplacé par "belastingschuldige".

Article 263.

Dans la version néerlandaise, le mot "schatplichtige" doit être remplacé par "belastingschuldige".

Article 267.

Dans la version française, il y a lieu d'écrire : "le redevable peut ..." et, dans la version néerlandaise : "... kan de belastingschuldige ... ".

Article 273.

Dans la version néerlandaise, il y a lieu d'écrire : "... mogen de belastingschuldigen".

.../...

Article 274.

A deux reprises, dans la version néerlandaise, il y a lieu de remplacer "belastingplichtige" par "belasting-schuldige".

Article 276.

Dans la version française, "contribuable" doit être remplacé par "redevable" et, dans la version néerlandaise, "belastingplichtige" par "belastingschuldige".

Article 277.

Au § ler, dans la version française, il y a lieu de lire "l'allégation tardive par le redevable" et au 1° "signalées par le redevable".

Au § ler, dans la version néerlandaise, il y a lieu de lire "door de belastingschuldige" et, au 1°, "door de belastingschuldige".

Article 279.

A l'alinéa 2, in fine, dans la version française, il y a lieu de lire "du redevable en cause" et, dans la version néerlandaise, "van de betrokken belastingschuldige".

Article 296.

Dans la version française, il y a lieu de remplacer les mots "à charge du débiteur effectif de l'impôt" et "Ce débiteur" respectivement par les mots "à charge du redevable" et "Le redevable"; dans la version néerlandaise, "belastingplichtige" doit être remplacé, à la fin de l'alinéa ler et au début de l'alinéa 2, par "belasting-schuldige".

.../...

Article 297.

Dans la version française, le mot "contribuable" doit être remplacé par "redevable" et, dans la version néerlandaise, le mot "belastingplichtige" doit être remplacé par "belastingschuldige".

Article 300.

Dans la version française, il y a lieu d'écrire "à charge du redevable" et, dans la version néerlandaise : "ten laste van de belastingschuldige".

Article 303.

Dans la version néerlandaise, à l'alinéa 2, le mot "belastingplichtigen" doit être remplacé par "belastingschuldigen" et, à l'alinéa 3, le mot "belastingplichtige" doit être remplacé par "belastingschuldige".

Article 307.

Dans la version française, les mots "au contribuable" doivent être remplacés par les mots "au redevable" et, dans la version néerlandaise, les mots "aan de belastingplichtige" par les mots "aan de belastingschuldige".

Article 309.

Dans la version néerlandaise, au 1°, le mot "belastingschuldenaars" doit être remplacé par "belastingschuldigen".

Article 310.

Dans la version néerlandaise, à l'alinéa 1er, le mot "belastingplichtigen" doit être remplacé par "belastingschuldigen".

.../...

Article 311.

Dans la version néerlandaise, le mot "belastingplichtigen" doit être remplacé par "belastingschuldigen".

Article 312.

Dans la version néerlandaise, dans chacun des alinéas, le mot "belastingplichtige" doit être remplacé par "belastingschuldige".

Article 314.

A l'alinéa 2, dans la version néerlandaise, il y a lieu d'écrire : "ter ontlasting van de belastingschuldigen".

Article 315.

Dans la version néerlandaise, dans chacun des alinéas, le mot "belastingplichtige" doit être remplacé par "belastingschuldige".

Article 322.

Dans la version française, "contribuable" doit être remplacé par "redevable" et, dans la version néerlandaise, le mot "belastingplichtige" par "belastingschuldige".

Article 325.

A la fin de l'alinéa 1er, dans la version néerlandaise, le mot "belastingschuldenaar" doit être remplacé par "belastingschuldige".

Article 330.

Dans la version néerlandaise, le mot "belastingschuldenaar" doit être remplacé par "belastingschuldige".

.../...

Article 333.

Dans la version française, à l'alinéa 2, les mots "le redevable" et "des redevables" doivent être remplacés respectivement par "le contribuable" et "du contribuable".

Article 339.

Dans la version française, à l'alinéa 3, les mots "aux contribuables" doivent être remplacés par "aux redevables"; dans la version néerlandaise, doivent être apportées la correction suivante : à l'alinéa ler, les mots "de vreemde belastingplichtigen" doivent être remplacés par "de buitenlandse belastingschuldigen".

Article 384.

Dans la version française, à l'alinéa ler, le mot "redevables"doit être remplacé par le mot "contribuables".

Article 386.

A la fin de l'alinéa ler, dans la version française, les mots "du redevable du précompte immobilier" devraient être remplacés par les mots "du contribuable" et , dans la version néerlandaise, les mots "van de schuldenaar van de onroerende voorheffing" par "van de belastingplichtige".

Article 389.

Dans la version française, le mot "redevable" doit être remplacé par "contribuable".

Article 397.

Dans la version néerlandaise, les mots "de belastingschuldigen" doivent être remplacés par "de schuldenaars van die voorheffing".

.../...

Article 400.

Dans la version française, les mots "débiteur légal du précompte immobilier" doivent être remplacés par les mots "redevable du précompte immobilier"; dans la version néerlandaise, les mots "wettelijke belastingplichtige doivent être remplacés par "schuldenaar van de onroerende voorheffing".

Article 401.-

Dans la version néerlandaise, le mot "belasting-plichtigen" doit être remplacé par "belastingschuldigen".

Article 402.

Dans la version néerlandaise, le mot "belasting-plichtigen" doit être remplacé par le mot "belastingschuldigen".

Article 403.

Dans la version néerlandaise, le mot "belasting-plichtige" doit être remplacé par le mot "belasting-schuldige".

Article 404.

Dans la version française, le mot "redevable" doit etre remplacé par le mot "contribuable".

Article 405.

Dans la version française, le texte, compte tenu de la modification proposée, devrait commencer par : "En ce qui concerne le matériel et l'outillage, le contribuable est tenu ... ". Il y aurait lieu d'écrire : "au contribuable intéressé".

Dans la version néerlandaise, le texte commencerait par "Met betrekking tot materieel en outillering is de belastingplichtige ertoe gehouden ... ".

.../...

Article 407.

Dans la version française, il y a lieu d'écrire : "Si les contribuables et autres personnes ..." et "Les contribuables et autres personnes ...".

Article 408.

Dans la version française, il y a lieu d'écrire "Le redevable du précompte immobilier ..." et, dans la version néerlandaise, "De schuldenaar van de onroerende voorheffing ... ".

Article 415.

Dans la version néerlandaise, il y a lieu, au 1°, d'écrire : "belastingschuldige".

Article 418.

Au § 1er, alinéa 3, dans la version néerlandaise, il y a lieu d'écrire : "door de belastingschuldige".

Article 419.

Dans la version néerlandaise, à la fin de ce qui est l'alinéa 1er (mais qui devrait devenir l'alinéa 2, ainsi qu'il sera dit ci-après), il faut lire : "door de belastingschuldige".

Article 420.

Dans la version française, à la fin de l'alinéa 2, il faut lire : "déclaration du contribuable".

Article 421.

Dans la version française, il y a lieu de supprimer l'adjectif "légal" après "redevable".

Dans la version néerlandaise, il y a lieu d'écrire "belastingschuldige".

.../...

Ainsi qu il sera dit ci-après, dans cet article les mots de l impôt" doivent être remplacés par les mots "du précompte immobilier", il y aura lieu de lire dans la version néerlandaise, "schuldenaar van de onroerende voorheffing"

Article 422.

Dans la version néerlandaise, à deux reprises, le mot "belastingplichtige" doit être remplacé par "belasting-schuldige".

Article 424.

Dans la version néerlandaise, le mot "belasting-plichtige" doit être remplacé par "belastingschuldige".

Article 430.

Au début du § 1er, dans la version française, le mot "redevable" doit être remplacé par le mot "contribuable" et, dans la version néerlandaise, le mot "belastingschuldige" doit être remplacé par "belastingplichtige".

\+

\+ \+

A la suite des modifications apportées au texte lui-même, il y aura lieu de compléter les notes de bas de page par l'indication des changements apportés au texte.

\+

\+ \+

Certains intitulés des divisions du Code doivent pour les mêmes raisons d'uniformité de la terminologie être modifiés comme suit :

.../...

Dans la version française :

- au titre VII, chapitre IX, section première, il faut lire : "Garanties à fournir par certains redevables";
- au titre IX, chapitre V, section II, il faut lire : "Notification au redevable du précompte immobilier";
- au titre IX, chapitre VI, il faut lire : "Déclarations des contribuables et droits d'investigation de l'administration".

Dans la version néerlandaise :

- au titre VII, chapitre VIII, section première, il faut lire : "Belastingschuldigen" ;
- au titre VII, chapitre IX, section première, il faut lire : "Door sommige belastingschuldigen te stellen waarborg" ;
- au titre IX, chapitre V, section II, il faut lire : "Betekening aan de schuldenaar van de onroerende voorheffing"

\+

\+ +

EXAMEN DU TEXTE .

I. Arrêté royal de coordination.

INTITULE.

Il est plus conforme au texte de l'article 89 de la loi du 20 novembre 1962, qui autorise le Roi à coordonner "les dispositions légales existantes relatives aux impôts sur les revenus", de rédiger l'intitulé comme suit :

"Arrêté royal portant coordination des dispositions légales relatives aux impôts sur les revenus".

.../...

PREAMBULE.

Dans le premier référant, le mot "libellé" doit être remplacé par le mot "rédigé".

DISPOSITIF.

L'article 1er du projet d'arrêté royal, introductif du Code, contient le relevé des dispositions reprises dans les textes coordonnés. Ce relevé appelle les observations suivantes :

1° La loi du 6 septembre 1895 relative aux cotisations fiscales en matière d'impôts directs, publiée au Moniteur belge du 12 septembre 1895.

Indépendamment des articles 7 à 16 de cette loi, qui seuls ont été reproduits dans le projet, il y a lieu d'y insérer également les articles 19 et 20 (ce dernier modifié par la loi du 23 juillet 1953) de la loi du 6 septembre 1895.

2° Le relevé établi dans le projet d'arrêté royal indique à la suite de la loi du 14 juillet 1955, la loi du 30 juin 1956 qui est relative à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants. Les articles de cette dernière loi, qui modifiaient les lois coordonnées du 15 janvier 1948, ne sont plus en vigueur; il y a donc lieu d'omettre la mention de la loi du 30 juin 1956.

.../...

3° La mention de la loi du 28 mars 1960, abrogée par la loi du 31 juillet 1963, doit être omise.

4° Le projet d'arrêté royal qui précède le Code en projet, fait mention de l'arrêté royal du 30 avril 1962, arrêté modifiant les articles 83bis et 83ter des lois relatives aux impôts.

Les articles 83bis et 83ter des lois coordonnées le 15 janvier 1948 ont été remplacés par la loi du 31 juillet 1963; il y a lieu dès lors d'omettre la mention de l'arrêté royal du 30 avril 1962.

5° Il y a lieu d'ajouter au relevé la mention de l'arrêté ministériel du 21 mai 1963 adaptant aux dispositions de la loi du 20 novembre 1962 portant réforme des impôts sur les revenus, les références contenues dans les articles des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus, publié au Moniteur du 30 mai 1963.

II.

OBSERVATIONS RELATIVES AU PLAN DE LA COORDINATION.

Dans le titre II, chapitre II, du Code en projet, les dispositions relatives aux revenus des propriétés foncières sont groupées en une section; les dispositions concernant les revenus et produits de capitaux et biens mobiliers sont groupées de la même manière.

Par contre, les dispositions relatives aux revenus professionnels sont réparties en quatre sections distinctes.

.../...

Ce plan, outre qu'il manque de logique, est de nature à provoquer des erreurs lors de la consultation du Code.

Le plan proposé ci-après regroupe les matières des sections IV, V, VI et VII du chapitre II en une seule section IV :

Section IV - Revenus professionnels

	Articles
Sous-section première -Dispositions générales	
A. Définition	20
B. Bénéfices d'une exploitation industrielle, commerciale ou agricole	21 à 25
C. Rémunérations, pensions et revenus y assimilés	26 à 29
D. Profits des professions libérales, charges, offices ou autres occupations lucratives	30
E. Bénéfices ou profits se rattachant à une activité professionnelle indépendante, exercée antérieurement	31 et 32
Sous-section II - Revenus immobiliers et mobiliers à caractère professionnel	33
Sous-section III - Revenus professionnels immunisés	
A. Régime des plus-values	34 à 40
B. Immunisations à caractère social ou culturel	41 et 42

.../...

Sous-section IV - Détermination du montant net des revenus professionnels.

A. Dispositions générales	43
B. Charges professionnelles	44 à 50
C. Déductions forfaitaires au titre de charges professionnelles	51 et 52
D. Pertes professionnelles	53
E. Dépenses autres que les charges professionnelles et abattements déductibles du total des revenus professionnels	54 à 62
F. Abattement déductible des revenus professionnels cumulés des époux	63 à 66

+

\+ +

La modification apportée ainsi au plan aura, si elle est adoptée, des répercussions sur le numérotage des actuelles sections VIII, IX et X.

Désormais, la section "Revenus divers" devra porter le n° V, la section "Dépenses déductibles de l'ensemble des revenus nets imposables" sera précédée du n° VI et la section intitulée "Imposition collective des époux et de leurs enfants" deviendra la section VII.

+

\+ +

Les modifications qui résultent du plan proposé ci-dessus devront être apportées dans le corps du Code lui-même.

+

\+ +

.../...

Le plan du Code appelle, en outre, les observations suivantes :

1° Le titre III, chapitre II, section II, sous-section première, doit porter la mention : "Sociétés belges par actions et personnes morales de droit belge y assimilées", "Belgische vennootschappen op aandelen en ermede gelijkgestelde rechtspersonen naar Belgisch recht".

Le terme "entité" qui est dépourvu de signification en droit positif doit être évité.

2° Dans la version française, au titre IX, chapitre VII, section IV, sous-section II, il faut lire : "Recours devant le juge de paix".

3° Dans la version néerlandaise, l'intitulé de la section VI du chapitre II du titre II (sous-section III du même chapitre du plan proposé) devrait être remplacé par "Belastingvrije inkomsten".

.../...

III. EXAMEN DE LA VERSION NEERLANDAISE.

La version néerlandaise du projet de Code des impôts sur les revenus se caractérise par une recherche d'une plus grande élégance de la langue, d'une correction grammaticale accrue et d'une précision plus rigoureuse de la terminologie employée.

Ainsi, à de nombreuses reprises, le participe passé a été remplacé par une proposition subordonnée, la forme active a été préférée à la forme passive, la phrase a reçu une construction nouvelle, le terme incorrect a été évité et la même notion a été rendue par un mot identique.

Le Code en projet est devenu, de cette manière, d'une lecture plus aisée que ne l'étaient les textes originels.

La multiplicité des corrections de forme est telle que le Gouvernement n'a pas cru devoir les indiquer sous le numéro de chaque article quand de telles modifications n'entraînent aucune répercussion sur la signification du texte ou l'interprétation qui peut lui être donnée.

Les notes de bas de page, rédigées de façon très complète, indiquent d'ailleurs ces corrections, sauf quand de semblables mentions n'intéresseraient que le philologue.

IV. PRESENTATION DES NOTES DE BAS DE PAGE.

Les notes de bas de page sont présentées d'une façon qui, si elle est inhabituelle, n'ôte rien à la clarté des références. Il convient de les conserver dans

./.

la rédaction adoptée, en faisant toutefois observer qu'il est d'usage que l'indication de la disposition légale originelle précède celle de l'article.

La "remarque générale relative aux références d'origine figurant en bas de page" devrait être rédigée comme suit :

" Dans les notes de bas de page, il faut entendre :

- par L.C., les "lois relatives aux impôts sur les revenus, coordonnées le 15 janvier 1948, publiées au Moniteur belge du 21 janvier 1948";
- par L., "la loi du ...";
- par A.M., "l'arrêté ministériel du ...".

Cette "remarque générale relative aux références d'origine figurant en bas de page" n'a pas été traduite dans la version néerlandaise. Compte tenu des observations faites au sujet de la version française, il y a lieu d'écrire :

" Algemene opmerking betreffende de verwijzingen naar de oorspronkelijke teksten zoals deze voorkomen in voetnoot

De in voetnoot voorkomende afkortingen moeten worden gelezen als volgt :

- W.W. : "de wetten betreffende de inkomstenbelastingen, gecoördineerd op 15 januari 1948, bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 21 januari 1948".
- W. : "wet van ...";
- M.B. : "ministerieel besluit van ...".

./.

V. OBSERVATIONS GENERALES DE FORME.

1) Les mots "présent article" doivent être omis, là où cette omission peut se faire sans inconvénient.

2) Il y a lieu, dans le texte lui-même, d'écrire les mots "article" et "artikel" en entier.

3) Dans la version néerlandaise, l'expression "ten honderd" doit être rendue uniformément par l'abréviation "t.h.".

VI. EXAMEN DES ARTICLES.

Article 1er.

Dans la version néerlandaise, à la note de bas de page, les mots "krachtens art. 89, W. 20.11.1962" sont superflus, l'article 89 de la loi du 20 novembre 1962 étant repris entièrement dans l'arrêté royal qui figure en tête de la coordination.

Article 6.

Les mots "dépenses visées à l'article 18 de la présente loi", figurant au texte originel, ont été remplacés par les mots "charges visées aux articles 71 et 72".

Le remplacement du mot "dépenses" par le mot "charges" se justifie pour des raisons d'uniformité de la terminologie employée, l'article 18, § 1er, de la loi du 20 novembre 1962 (devenu l'article 71 du Code en projet) employant expressément le mot "charges".

./.

Il y a lieu, dès lors, de rectifier également dans la version française l'énoncé de la division du texte qui comprend les articles 71 et 72.

Article 7.

Au § 2, il est préférable d'écrire : "au § 1er, 1°, b" et "au § 1er, 2°, a et b".

Article 10.

Au § 1er, le texte originel renvoie à "l'article 41, § 4, de la présente loi" et le Code en projet à "l'article 163"; il est préférable que le renvoi soit fait à "l'article 163, § 5".

Au même § 1er, le texte français du Code porte "7.500, 11.000 et 20.000 francs", ce qui est conforme au texte originel. Dans sa version néerlandaise, le texte originel porte également la conjonction "en" que le Code a remplacée par "of". Pour assurer l'uniformité des deux versions, il y a lieu d'écrire "ou 20.000 francs".

.../...

./.

Article 15.

Il est opportun de supprimer, dans la première phrase de l'alinea 2, les mots "au titre de revenus de capitaux investis", par souci d'uniformité dans la présentation du texte.

La note de bas de page devrait être complétée de la façon suivante : "à l'exception des mots "au titre de revenus de capitaux investis".

Dans la version néerlandaise, au 1°, il y a lieu d'écrire "terzake", conformément au texte originel.

Article 19.

L'article doit être subdivisé d'une manière identique dans chacune des deux versions.

Article 25.

Dans la version néerlandaise, la note de bas de page serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 25, § 1 : W. 20.11.1962, art. 6, § 2, behalve de woorden "bestuurs- of beheerszetel" en "in hoofde" vervangen door de woorden "zetel van bestuur of beheer" en "ten name".

§ 2 : W. 20.11.1962, art. 39, behalve de woorden "ontstentenis hiervan" vervangen door de woorden "gebreke daarvan".

In de volgende artikelen zijn de woorden "in hoofde" en "ontstentenis" telkens door "ten name" en "gebreke" vervangen".

./.

Artikel 26.

L'alinéa 1er reprend le texte de l'alinéa 1er de l'article 6, § 5, de la loi du 20 novembre 1962 et de l'article 29, § 1er, alinéa 1er pro parte, des lois coordonnées.

Les dispositions de l'article 26 ont pour objet de préciser quelles sont les rémunérations visées à l'article 25, § 1er, 2°, des lois coordonnées. La matière de cet article, auquel renvoie expressément l'article 29, § 1er, alinéa 1er, des mêmes lois, est reprise à l'article 20, 2°, du projet.

Il serait, dès lors, plus simple de faire référence à cette dernière disposition et d'écrire :

" Article 26.

Les rémunérations des personnes visées à l'article 20, 2°, comprennent :

.....".

Cette présentation du texte serait analogue à celle qui est employée pour les articles 30 et 31.

La note de bas de page devrait être complétée par les mots : "modifié par A.M. 21.5.1963, art. 4".

Dans la version néerlandaise, au 1°, il y a lieu d'écrire "stopzetting van arbeid" au lieu de "staking van arbeid" et "beëindiging" au lieu de "verbreking".

Article 27.

A la note de bas de page, la mention de la loi du 28 mars 1960 doit être omise et remplacée par "et par A.M. 21.5.1963, art. 5".

./.

Article 30.

Le projet ne comporte pas de note de bas de page pour cet article dans la version française; il convient de lire "L. 20.11.1962, art. 6, § 6".

Article 34.

La note de bas de page doit être complétée par les mots "modifié par A.M. 21.5.1963, art. 3".

Article 38.

Dans la version néerlandaise, il y a lieu de conserver les termes "te gelde maken" et "te gelde gemaakten" qui figurent dans le texte originel.

Article 41.

A la note de bas de page, il y a lieu d'omettre la mention "et par l'art. 61, § 2, 2°, L. 28.3.1960".

Dans la version néerlandaise, au § 1er, 2°, il y a lieu d'écrire "renten en vergoedingen", conformément au texte originel.

Article 42.

Dans la version néerlandaise, l'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit : "... van arbeiderswoningen of voor andere inrichtingen ten behoeve van het personeel van het bedrijf".

Article 47.

Le texte du § 1er serait présenté plus clairement

./.

s'il était divisé en deux alinéas, le second commençant par les mots "A défaut de declaration ..." et par les mots "Bij niet juiste aangifte ....".

Article 57.

Le § 1er gagnerait à être divisé en deux nouveaux paragraphes, le second commençant par les mots "En outre" et par le mot "Bovendien".

Dans la version néerlandaise, au § 1er, alinéa 2, la division en a et b doit être remplacée par une division en 1° et 2°, comme dans la version française.

Article 67.

Au 1°, dans la version française, le mot "forfaitairement", qui figure au Code en projet, doit être remplacé par "fortuitement", comme au texte originel.

Article 79.

Dans la note de bas de page, dans la version française, il y a lieu d'écrire "sur le revenu" et non "sur les revenus".

Article 81.

Le numéro de cet article, omis dans la version néerlandaise, doit être ajouté au texte.

Article 82.

Dans la version néerlandaise, au § 2, première ligne, le mot "belastingplichtigen" doit être écrit au singulier.

./.

Au § 3 de la version française, les mots "au paragraphe premier du présent article" doivent être remplacés par "au § 1er".

Article 87.

Au § 1er, le texte original porte "calculé conformément au 2° ou 3° qui précède", il serait, dès lors, plus exact d'écrire dans le Code en projet : "calculé conformément aux articles 77 ou 78".

Au § 2, dans la version française, le texte originel porte "sur la partie du revenu imposable qui excède 125.000 francs". Le code en projet doit ici reprendre le texte originel.

Au § 2, dans la version neerlandaise, il y a lieu d'écrire : "krachtens dit artikel".

Article 89.

L'alinéa 2 devrait, dans la version néerlandaise, conserver la rédaction qu'il a dans le texte originel.

Article 90.

Pour des raisons de clarté, il est préférable de scinder l'alinéa 2 en deux alinéas nouveaux.

Article 94.

Au § 1er, le texte originel se réfère aux "articles 21 et 22 de la présente loi"; or, si les articles 77 à 88 et 90 à 92 du Code en projet reprennent la teneur des articles 21 et 22 de la loi du 20 novembre 1962, l'article 89 du Code en projet reproduit l'article 79 de la même loi de 1962.

./.

La référence devrait être corrigée comme suit : "aux articles 77 à 88 et 90 à 92".

Dans la version néerlandaise, il y a lieu de conserver le mot "tegeldemaking" que porte le texte originel.

Dans la version néerlandaise encore, au § 1er, 3°, a, les mots "ten gevolge van stopzetting van arbeid of van bedienden- of dienstverhuringscontractbreuk" devraient, par souci d'uniformité avec l'article 26, 1°, être remplacés par les mots :"... ten gevolge van stopzetting van arbeid of beëindiging van bedienden- of dienstverhuringscontract...".

Au § 2, dans la version française, les mots "au paragraphe premier du présent article" doivent être remplacés par "au § 1er".

Article 100.

Il serait préférable de diviser le texte de l'article en deux alinéas, le second commençant par les mots : "Cette disposition n'est applicable ..." et "Wanneer deze personen ...".

Article 107.

Dans la version néerlandaise, il y a lieu de conserver le mot "tegeldemaking".

Article 109.

Au 3°, alors que la version française porte : "visés à l'article 20, 2°, b, ou au 2° qui précède", la version néerlandaise écrit : "bedoeld in 2° of in artikel 20, 2°, b". L'ordre des références doit être identique dans les deux versions.

./.

Article 115.

Il est préférable de diviser cet article en deux alinéas, le second commençant par les mots : "Cette disposition ..." après suppression de la conjonction "et" et par les mots "Deze aftrek ..." après omission de "en".

Article 120.

Dans la version française, après la mention "1944 à 1948", il y a lieu d'ajouter le mot "incluse" qui figure au texte originel.

Article 124.-

Dans la version française, au § 1er, 3°, il y a lieu d'écrire "transformation de la forme juridique", comme dans le texte originel.

Au § 2, dans la version néerlandaise, le texte originel porte "een som uitgekeerd in geval van ...", alors que le Code porte "een som die uitgekeerd is in geval van". L'emploi des termes "die uitgekeerd is" risque de laisser entendre qu'il s'agit d'une somme qui a effectivement été répartie, ce qui n'est pas le cas. Il y a donc lieu de conserver le texte originel.

Article 127.

Il y a lieu de veiller à ce que le nombre d'alinéas soit le même dans les deux versions.

Article 136.

Dans la version néerlandaise, la fin de la note de bas de page doit se lire : "... vervangen door de woorden "verrekening met" en "grondslag van de vennootschapsbelasting".

./.

Article 141.

Au § 2, dans les deux versions, la référence doit être "§ 2, 3°, a".

Article 147.

Il semble préférable de scinder le texte de l'article en deux alinéas, le second commençant par : "Aucune déduction" et "Geen aftrek".

Article 153.

La version française porte au 2° : "aux articles 130, 131, 133 et 134", la version néerlandaise : "van de artikelen 130, 131 en 133".

L'article 134 correspond à l'article 35, § 4, alinéa 2 de la loi du 20 novembre 1962; il semblerait donc que la référence doive être faite à cet article, ainsi que l'a d'ailleurs fait la version française.

Cependant, il y a lieu d'observer que l'article 134 est relatif à la cotisation de 15 p.c., établie sur les sommes payées ou attribuées par les sociétés, associations et fédérations visées à l'article 128, 2°, c'est-à-dire les associations de crédit agréées par la Caisse nationale de crédit professionnel, les sociétés commerciales locales et les fédérations régionales ou professionnelles de ces dernières sociétés, admises à fournir des crédits à l'outillage artisanal en vertu de la loi du 29 mars 1929.

Ces sociétés, associations et fédérations, ne peuvent être que belges et comme l'article 153 se trouve être une disposition relative à l'impôt des non-résidents, c'est la raison pour laquelle la référence à l'article 134 peut être omise.

./.

Article 163.

La version française se réfère "à l'alinéa qui précède", la version néerlandaise "in § 5"; les références devraient être uniformes et viser "l'alinéa 1er".

Article 169.

Dans la version française, il serait préférable d'écrire : "Le Roi est autorisé à prendre des mesures spéciales ...", ce qui concorderait davantage avec la version néerlandaise.

Article 170.

Au 3°, il y a lieu de remplacer les mots "à la présente loi" par les mots "à la loi du 20 novembre 1962 portant réforme des impôts sur les revenus".

Article 172.-

Dans la version française la note de bas de page devrait être complétée comme suit : "les mots "la taxe" étant remplacés par les mots "le précompte mobilier".

Dans la version néerlandaise à l'alinéa 3 le mot "belasting" doit être remplacé par les mots "roerende voorheffing".

Dans la même version à la note de bas de page le mot "belasting" doit être inséré entre "mobiliënbelasting" et "titels".

Article 179.-

Il y aurait lieu de rédiger la note de bas de page comme suit : "Art. 179 : L. 20.11.1962, art.44, al. 3, pro parte, al. 4 et al. 5".

Article 194.-

L'article 48, § 4, 2°, de la loi du 20 novembre 1962 est le suivant : "2° les revenus mobiliers de titres émis avant la mise en vigueur de la présente loi".

./.

Le Code en projet substitue à l'indication de la mise en vigueur, la date du 1er décembre 1962 qui est celle de la publication de la loi au Moniteur belge.

Il y aurait lieu d'écrire : "avant la mise en vigueur de la loi du 20 novembre 1962 portant réforme des impôts sur les revenus".

Article 196.

Dans la version néerlandaise, le texte originel porte: "Het forfaitair gedeelte van de buitenlandse belasting ..."; le Code a substitué à ces derniers mots : "van buitenlandse belastingen" dans l'article 196, mais non dans l'article 197.

Il est préférable de conserver le texte originel.

Article 198.

Au § 2, la version française se réfère "au § 1er, 1° à 3° du présent article", la version néerlandaise porte : "in § 1". Les références doivent être uniformisées, le renvoi "au § 1er" étant suffisant.

Article 203.

Dans la version néerlandaise, pour des raisons d'uniformité de la terminologie, il y a lieu de remplacer "forfaitair bedrag" par "forfaitair gedeelte".

./.

Article 206.

Cet article reprend la matière de l'article 50 des lois coordonnées, lequel fait référence aux articles 80, 81, 82 et 83 des mêmes lois.

Les articles 80, 81 et 82, § 1er, précités, ont été abrogés. La référence à l'article 82 dans l'article 50 s'expliquait par le fait que le § 1er du dit article prévoyait l'attribution au Fonds des communes d'une quotité des impôts visés à l'article 80, § 1er, des lois coordonnées, et d'une quotité de la contribution foncière.

Le § 1er de l'article 82 a été abrogé par la loi du 24 décembre 1948.

Le § 2 du même article prévoit expressément la suppression de la quote-part des provinces et des communes dans le produit des impôts cédulaires.

Bien que cette disposition subsiste et ait été reprise dans l'article 250 du projet, il n'y a pas lieu d'y faire référence dans l'article 206 dont le membre de phrase:"sans préjudice de l'application des dispositions figurant aux articles ...", a pour objet de réserver le droit des provinces et des communes d'établir des impôts ou taxes additionnels dans les limites tracées par la loi.

Article 210.

Dans la version française, il y a lieu d'écrire : "Il n'est tenu compte" et non : "Il n'est pas tenu compte".

Article 214.

Il y a lieu d'ajouter à la note de bas de page : "... et les mots "ce formulaire" remplacés par "le formulaire visé à l'article 213".

./.

Article 221.

Il y aurait lieu d'écrire à la note de bas de page : "art. 55, § 3,nouveau".

Article 224.

Il est préférable d'écrire à la fin de l'article "conformément aux articles 256 et 257".

Article 235.

Dans la version française, le § 2 devrait commencer par "Le § 1er" et, dans la version néerlandaise par "het bepaalde in § 1".

Article 243.

Dans la version néerlandaise, une virgule doit être ajoutée entre "stuk" et "proces-verbaal".

Article 252.

Il est suggéré d'écrire, dans la version française : "par le Roi", ce qui correspond aux termes employés dans la version néerlandaise.

Article 256.

Le texte français du Code en projet fait référence aux "articles 212 à 215, 218, 224 et 251", le texte néerlandais porte : "artikelen 212, 215, 218, 224 en 251".

La référence de la version néerlandaise est à corriger par l'addition de la préposition "tot" entre "212" et "215".

./.

Article 258.

A la note de bas de page, dans la version néerlandaise, il faut lire "W. 15.7.1959".

Le Code en projet, en son texte français , fait référence aux "articles 212 à 220", et en son texte néerlandais, aux "artikelen 212 en 220". L'examen du texte originel indique qu'il y a lieu de corriger la version néerlandaise et d'écrire : "in de artikelen 212 tot 220".

Article 259.

Si le texte français se réfère aux "articles 212 à 220", le texte neerlandais fait une référence différente; dans cette version les mots "artikelen 212 en 218" doivent être remplacés par "artikelen 212 tot 220".

Article 272.

L'article 272 du Code en projet trouve son origine dans l'article 61, § 3, alinéa 2, des lois relatives aux impôts sur les revenus, coordonnées le 15 janvier 1948, modifié par l'article 63, 5°, b, de la loi du 20 novembre 1962.

Le texte néerlandais de l'article 61, § 3, alinéa 2, précité, n'énonce pas expressément que les reclamations doivent être motivées, contrairement à ce que dit le texte français dans lequel on lit : "Les réclamations doivent être motivées et présentées, sous peine de déchéance ...".

Cette contradiction entre les deux textes trouve son origine dans l'article 49 de la loi du 15 juillet 1930 modifiant la législation en matière d'impôts directs.

./.

Les travaux préparatoires de cette loi permettent d'établir que le texte proposé par la Commission de la Chambre des Représentants (doc. parl., Ch. Repr., session 1949-1950, n° 18, p. 120) devait être le suivant : "De bezwaarschriften moeten beredeneerd zijn en ingediend, op straffe van verval ...".

Ce texte s'inspire d'un "projet sorti des délibérations de la Section centrale chargée d'examiner les propositions soumises à la Chambre, en 1947, par M. VAN DIEVOET", texte qui employait l'expression "met beredeneerd verzoek".

Mais on constate que, dans le texte complet résultant des amendements de la Commission (ibidem, n° 186, annexe III, p. 73), si le texte français porte "doivent être motivées", le texte néerlandais a employé "moeten ... ingediend worden".

Cette omission fut partout répétée.

L'intention du législateur n'est cependant pas douteuse.

La Cour de cassation a affirmé à plusieurs reprises que les réclamations devaient être motivées : l'arrêt du 21 avril 1953 (Pasicr. 1953, I, p. 643) l'affirme clairement.

C'est au législateur seul qu'il appartiendra de mettre les deux textes en concordance.

Dans la version néerlandaise, la note de bas de page pourrait être complétée par l'indication qu'il y a lieu d'observer que le texte français prévoit que les réclamations doivent être motivées".

./.

Article 279.

Dans la version française, il serait préférable d'écrire, à l'alinéa 2 : "Le mandat des porteurs de pouvoirs visés à l'alinéa 1er".

Article 285.

L'article pourrait être plus simplement rédigé comme suit :

" La remise du recours au greffe de la Cour d'appel, le dépôt de la requête et de l'original de sa dénonciation, ainsi que les remises et dépôts de documents visés aux articles 281 à 284, peuvent se faire par pli recommandé à la poste".

Article 289.

Dans la version néerlandaise, le texte original porte :"een uitgifte van het arrest"; il doit être conservé.

./.

Après l'article 292, le Conseil d'Etat suggère de reprendre l'article 19 de la loi du 6 septembre 1895 et l'article 20 de la même loi, remplacé par l'article ler de la loi du 23 juillet 1953, sous un intitulé repris de la loi de 1895.

Le texte serait donc :

"Sous-section III - Dispositions générales"

"Article ...

§ ler. Les huissiers peuvent transmettre, par lettre recommandée à la poste, les exploits à notifier.

La remise de la lettre à la poste vaut notification à la partie signifiée.

§ 2. Les frais et dépens, salaires des huissiers et la taxe des témoins sont réglés comme en matière répressive".

\+

\+ \+

Les notes de bas de page seraient dès lors

"Art. ... : § ler. L. 6.9.1895, art.19
§ 2. L. 6.9.1895, art.20, remplacé par
L. 23.7.1953,art.ler".

\+

\+ \+

.../...

Article 302.

A la note de bas de page, les mots "l'art.ler, 1°, L.27.7.1953, et par" doivent être omis.

Article 304.

La note de bas de page devrait être rédigée comme suit :

"Art.304 - al. ler et 2, L.C. art.59, § 2, al. ler, modifié par L.28.3.1955, art.9, 2°, et par A.M. 21.5.1963, art.6;
- al.3 : L.C. art.59, § 2, al. 3, modifié par L.28.3.1955, art. 9,4°".

Article 307.

Cet article devrait être divisé en deux alinéas dont le second commencerait par "Les intérêts ..." ou "Deze interesten ...".

Article 309.

La note de bas de page devrait être complétée comme suit : "et par A.M. 21.5.63, art.7".

Article 310.

Pour des raisons d'uniformité de la terminologie de la version néerlandaise, le mot "vreemde" devrait être remplacé par "buitenlandse".

Article 316.

A la note de bas de page, dans la 2ème phrase, il y a lieu d'écrire : "inséré par L.24.12.1948, art.2, et modifié par ... ".

.../...

Article 338.

L'article 68 de la loi du 20 novembre 1962 prévoit que : "Les références aux ... lois coordonnées contenues dans l'article 77 desdites lois sont adaptées par arrêté du Ministre des Finances compte tenu des dispositions qui les auront remplacées en vertu de la présente loi".

L'exécution de cette disposition a fait l'objet de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 21 mai 1963, lequel prévoit :

"§ 1er. A l'article 77, § 1er, alinéa 1er, des mêmes lois coordonnées, les mots "des articles 9, 23, 24, 27, § 4, 30, 3e et 4e alinéas, 31, § 3, 53, 54, 57ter, 63 et 70" sont remplacés par les mots "des articles 9, 23, 24, 53, 54, § 1er, 54bis, § 2, 70, ainsi que de l'article 46 de la loi du 20 novembre 1962 portant réforme des impôts sur les revenus et de l'article 47 de cette même loi en tant qu'il vise le versement et la déclaration du précompte professionnel et le mode de déclaration du précompte mobilier".

§ 2. A l'article 77, § 3, alinéa 1er, des mêmes lois coordonnées, les mots "article 30, 3e et 4e alinéas", sont remplacés par les mots "article 54bis, § 2".

L'article 8 précité n'a pu réaliser que partiellement l'adaptation des références prévues par l'article 68 de la loi du 20 novembre 1962 car, comme le Conseil d'Etat l'a fait observer dans son avis du 25 mars 1963 (L.8303), il n'est pas possible de procéder à cette adaptation en ce qui concerne les articles 57ter et 63 ancien des lois coordonnées sans recourir à l'intervention du législateur.

.../...

La lacune existant ainsi dans l'article 77 des lois coordonnées ne peut être comblée dans la présente coordination.

A la note de bas de page, les mots"l'art. 68.L.20.11. 1962 (A.M.21.5.1963)" doivent être remplacés par "A.M. 21.5.63,art.8".

Article 340.

La note de bas de page doit être corrigée comme suit: la mention "par l'art.68, L.20.11.1962" doit être omise et remplacée par "par A.M.21.5.1963, art.8".

Article 347.

La note de bas de page devrait être complétée par les mots "la référence à la loi du 24 juillet 1921 a été remplacée par la référence à la loi du 5 mars 1952".

Article 351.

La note de bas de page serait plus exactement rédigée comme suit :
"Art.351 : L.C. art.83, remplacé par L. 24.12.1948, art.34 et, en ce qui concerne le 1°, par L.20.11.1962,art.70".

Cette note, omise dans la version néerlandaise, devrait y être ajoutée.

Article 352.

La note de bas de page serait plus exactement rédigée comme suit :

"Art.352 : L.C. art.83bis,§ 1er,inséré par L. 14.2.1961, art.96 et remplacé par L. 31.7.1963, art. 1er".

.../...

Article 353.

La note de bas de page serait plus correctement rédigée comme suit :

"Art.353 : L.C. art.83bis, § 3, alinéa 1er, inséré par L.14.2.1961, art. 96 et remplacé par L.31.7.1963, art.1er".

Article 354.

La note de bas de page devrait être rédigée comme suit :

"Art. 354 : L.C. art. 83bis, § 3, alinéa 1er, inséré par L. 14.2.1961, art. 96 et remplacé par L. 31.7.1963, art. 1er".

Article 355.

La note de bas de page serait plus correctement rédigée comme suit :

"Art. 355 : L.C. art.83bis, § 3, al. 2 à 7, inséré par L. 14.2.1961, art. 96 et remplacé par L. 31.7.1963, art. 1er".

Article 356.

La note de bas de page devrait être rédigée de la façon suivante :

"Art. 356 : L.C. art. 83bis, § 4, inséré par L.14.2.1961, art. 96 et remplacé par L. 31.7.1963, art. 1er".

Article 358.

La note de bas de page devrait être rédigée comme suit :

"Art. 358: L.C. art.83ter, § 2, inséré par L. 30.3.1962, art. 1er et remplacé par L. 31.7.1963, art. 2".

.../...

Article 360.

Par souci de concordance entre les deux versions, il y aurait lieu d'écrire, dans la version française:"bâties ou non bâties".

Article 370.

Dans la version française, il serait préférable d'écrire : "ayant, à l'hectare, le revenu cadastral le moins élevé".

Article 374.

Dans la version française, la note de bas de page devrait être corrigée comme suit : "sauf les mots "de la contribution foncière" remplacés par les mots "de précompte immobilier".

Article 375.

Dans la version française, la note de bas de page devrait être corrigée en ces termes : "les mots "de la contribution foncière" remplacés par "du précompte immobilier" et "à l'impot" par "audit précompte".

Article 376.

Dans la version française, la note de bas de page devrait être corrigée et porter "sauf les mots "de la contribution foncière" remplacés par les mots "du précompte immobilier".

.../...

Article 379.

Pour des raisons de concordance entre les deux textes, il y a lieu de remplacer au § 1er, dans la version néerlandaise, la division en 1 et 2, par une division en 1° et 2°.

Article 381.

Dans la version française, la note de bas de page devrait être corrigée de la façon suivante : "les mots "de la contribution foncière" remplacés par les mots "du précompte immobilier".

Article 386.

Dans la version néerlandaise, il y aurait lieu d'écrire : "dat tot grondslag ... heeft gediend".

Article 387.

Dans la version française il y a lieu de s'en tenir à la terminologie de l'article 41, § 1er, alinéa 2, de la loi du 20 novembre 1962, et de conserver les termes "immunisation du précompte immobilier".

La note de bas de page doit être complétée de la façon suivante :
"L. 28.2.1962, modifié par A.M. 21.5.63, art. 1er".

Article 389.

Par souci de concordance avec le texte français, les mots "door de belastingplichtige", qui figurent à la fin de cet article dans la version néerlandaise, doivent être omis.

.../...

Article 400.

Il y a lieu de compléter la note de bas de page par "modifié par L.20.11.1962, art. 63, 1°".

Article 406.

La note de bas de page doit être complétée par "modifié par A.M. 21.5.1963, art. 2".

Article 419.

La version française comporte 3 alinéas, la version néerlandaise 2; l'uniformité devrait être respectée.

Article 421.

Il y a lieu de lire dans cet article "du précompte immobilier" et non "de l'impôt", l'article 63, 1°, de la loi du 20 novembre 1962 ayant, dans l'article 61, § 1er, des lois coordonnées, remplacé les mots "contribution foncière", "impôt foncier" et "impôt" par "précompte immobilier".

La note de bas de page devrait être complétée comme suit : "et modifié par L. 20.11.1962, art. 63, 1°".

Article 429.

Le texte français écrit "par arrêté royal", le texte néerlandais "de Koning".

Par souci d'uniformité, il y aurait lieu d'écrire dans la version française : "par le Roi".

.../...

Article 430.

Au § 1er, 1°, le Conseil d'Etat suggère de remplacer la formule trop large employée par le projet et d'écrire : "à l'article 27, § 1er, alinéa 2, des lois relatives aux impôts sur les revenus, coordonnées le 15 janvier 1948, tel qu'il existait avant son abrogation par la loi du 20 novembre 1962 portant réforme des impôts sur les revenus".

Au 2°, il y aurait lieu d'écrire : "au même article 27, § 1er, alinéa 2".

Article 434.

Comme à l'article 430, le Conseil d'Etat propose d'écrire : "à l'article 30bis, 3°, des lois relatives aux impôts sur les revenus, coordonnées le 15 janvier 1948, tel qu'il existait avant son abrogation par la loi du 20 novembre 1962 portant réforme des impôts sur les revenus".

VII. TEXTES NON REPRIS DANS LA COORDINATION.

Les textes repris dans le Code en projet contiennent fréquemment des dispositions abrogatoires et transitoires ainsi que des dispositions relatives à la mise en vigueur et à l'exécution.

De façon générale, le Conseil d'Etat suggère de reproduire, après les notes de bas de page, les dispositions non reprises dans la coordination. Ce procédé se justifie lorsque les dispositions légales à coordonner sont peu nombreuses et que les textes non repris dans la coordination sont également de peu d'étendue.

Dans le cas présent, le Conseil d'Etat estime que l'intérêt du praticien recommande de n'indiquer dans les "dispositions non reprises dans la coordination" que celles qui figurent dans la coordination de 1948 et dans la loi du 20 novembre 1962.

.../...

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I.

Het ontwerp-wetboek neemt als werkdocument de wetten betreffende de inkomstenbelastingen, die op 15 januari 1948 gecoördineerd en in het Belgisch Staatsblad van 21 januari 1948 bekendgemaakt zijn.

De Raad van State heeft er reeds bij herhaling op gewezen, dat een coördinatie aan de hand van oorspronkelijke teksten, niet van een vorige coördinatie moet geschieden.

Hoofdzakelijk om een praktische reden wijkt de Regering van die regel af : verwijzing naar de oorspronkelijke teksten zou zeer lange en - in dit geval - moeilijk te raadplegen voetnoten nodig maken.

De nieuwe inkleding van de stof van het ontwerp maakt het overigens onmogelijk de voetnoten uit de coördinatie van 15 januari 1948, zonder meer of eventueel licht gewijzigd, over te nemen.

Aan de hand van de voetnoten die in het Belgisch Staatsblad van 21 januari 1948 onder aan de coördinatie van 15 januari 1948 staan , kan de herkomst van de in die coördinatie opgenomen teksten overigens juist worden bepaald.

+

+ +

.../...

II.

Een terminologische opmerking moet worden gemaakt over "redevable" en "contribuable" en de overeenkomstige Nederlandse termen "belastingschuldige" en "belastingplichtige".

\+
\+ \+

In zijn advies L.49/1 van 1 februari 1949 over een ontwerp van wet "houdende Wetboek der belastingen op het inkomen" (Gedr.St.Kamer van Volksvertegenwoordigers zitting 1948-1949, nr 169, blz. 78), heeft de Raad van State gezegd :

"In de samengeschakelde wetten en in het ontwerp worden de woorden "belastingschuldige" en "belastingplichtige" door elkander en zonder onderscheid gebruikt.

De Raad van State is van mening dat door "belastingschuldenaar" de persoon wordt bedoeld van wie de fiscus het bedrag van de belasting kan eisen, onverschillig of die persoon er al dan niet de last van moet dragen, terwijl "belastingplichtige" op de persoon slaat die naar de bedoeling van de wetgever, de belasting moet dragen, onverschillig of hij ja dan neen rechtstreeks schuldenaar is ten opzichte van de Schatkist. Deze terminologie werd aangenomen bij het herzien van de teksten. Aldus wordt gezegd "belastingschuldenaar" in de titel betreffende de grondbelasting en in de titels betreffende de mobiliën- en de bedrijfsbelasting, enz. wanneer de persoon die de belasting moet betalen, bedoeld is (zelfs indien hij de belastingplichtige niet is, zoals het geval is wanneer de belasting

.../...

aan de bron wordt afgehouden). Er wordt integendeel gesproken van "belastingplichtige" in de artikelen, die handelen over het vrijgesteld minimum, over dubbele aanslag, over verminderingen wegens gezinslasten of ontheffing van belastingen, enz. ...".

\+

\+ +

Het Hof van cassatie van zijn kant heeft zich in een aantal arresten (met name een arrest van 17 november 1953, Pasicr. 1954, I, 214) als volgt uitgesproken :

"Overwegende dat in artikel 74 van de op 31 juli 1943 samengeschakelde wetten betreffende de inkomstenbelastingen, de term "schatplichtige" gebezigd werd om diegene aan te duiden die nalaat een aangifte in te dienen of die een vrijwillig onvolledige of onjuiste aangifte indient ; dat deze laatste hypothese in zich sluit dat de schatplichtige aan de belasting is onderworpen en ze bijgevolg verschuldigd is ;

Overwegende dat aldus blijkt dat artikel 30 van de wet van 8 maart 1951, waarin de term belastingplichtige in de plaats van de term schatplichtige wordt gesteld, het woordengebruik van artikel 74 der samengeschakelde wetten nader bepaald heeft ;

Overwegende dat in het stelsel der samengeschakelde wetten, een natuurlijke of rechtspersoon schatplichtige is wanneer het nog niet werd uitgemaakt of hij, ofwel aan de belasting onderworpen is, ofwel een derde is die de belasting verschuldigd is, in welke gevallen hij belastingplichtige is ;

.../...

Dat, zo de schatplichtige slechts een virtuele belastingplichtige is, de belastingplichtige althan theoretisch de vereisten voor het verschuldigd zijn van de belasting dient te vervullen;".

\+

\+ +

Steunend op het advies van de Raad van State en op die rechtspraak van het Hof van cassatie, heeft de Regering de termen "contribuable" en "redevable" gebruikt in de volgende betekenis, die door de gemachtigde ambtenaren is toegelicht :

- "contribuable" is hij die het belastbaar inkomen geniet en die in beginsel de belastinglast moet dragen. Hij is het die de aangifte moet ondertekenen en om wie het gaat zolang men blijft in het stadium waarin de belastbare grondslag bepaald en de belasting berekend wordt;

- "redevable" is hij die de belasting moet betalen, ongeacht of hij al dan niet uiteindelijk de last ervan moet dragen ; soms zal het de belastingplichtige zelf zijn : één persoon heeft dan een dubbele hoedanigheid; soms zal het een andere persoon zijn, een derde die de belasting verschuldigd is. Om hem gaat het wanneer men het stadium bereikt van de invordering van de belasting dat, zoals men weet, begint met de inkohiering Om de belastingschuldige zal het ook altijd gaan inzake voorheffing, die een wijze van heffing van de belasting is.

\+

\+ +

.../...

In de Nederlandse versie van het ontwerp-Wetboek staat voor "contribuable", zoals het zoëven is omschreven, "belastingplichtige" in plaats van "belastingschuldige","belastingschuldenaar" of "schuldenaar"; voor "redevable" staat "belastingschuldige" in plaats van "belastingplichtige", "schatplichtige", "belastingschuldenaar" of "schuldenaar".

De term "schuldenaar" zou worden gebruikt in plaats van "belastingschuldige" of "belastingplichtige" als het gaat om degene die een voorheffing verschuldigd is.

\+

\+ +

Doorgaans houdt het ontwerp zich aan die terminologie, behalve dan op enkele plaatsen, waarvoor de Raad van State, met het oog op volledige eenheid, de hiernavolgende wijzigingen voorstelt :

Artikel 20.-

In de Franse versie leze men onder 2°,b, aan het eind : "contribuables".

Artikel 21.-

In de Nederlandse versie leze men : "inventarissen van de belastingplichtige" en in de Franse : "... inventaires du contribuable".

Artikel 46.-

In de Franse versie leze men : "... par un contribuable à une société holding ..." en "... lorsque le contribuable justifie".

.../...

Artikel 47.-

In § 2 van de Franse versie leze men : "à la demande du contribuable".

Artikel 108.-

In § 1, tweede lid, leze men in de Nederlandse versie : "in de onderneming in België van de belastingplichtige", en in de Franse : "dans l'entreprise du contribuable".

Artikel 163.-

In § 1, 1°, leze men in de Nederlandse versie : "het door de belastingschuldige volledig betrokken woonhuis",en in de Franse : "... occupée par le redevable".

Artikel 172.-

In de Franse versie, derde lid, leze men "contribuable".

Artikel 183.-

In de Nederlandse versie vervange men onder 1° en 2° "schuldenaars" door "belastingschuldigen".

Artikel 239.-

Als gevolg van de voorgestelde vervanging van het woord "schuldenaars", kan de Nederlandse tekst duidelijker als volgt worden gelezen : "De aangiften inzake personenbelasting, vennootschapsbelasting of belasting der niet-verblijfhouders zijn tegen de belastingplichtige in te roepen ...".

Artikel 244.-

In de Franse versie leze men : "... des bénéfices des contribuables".

.../...

Atikel 248.-

In de Franse versie leze men in § 1 : "pour chaque contribuable" en "d'au moins trois contribuables".

Artikel 256.-

In de Franse versie moeten de woorden "la taxe (redevable" worden vervangen door "l'impôt du contribuable".

Artikel 258.-

In de Franse versie leze men : "Lorsque le contribuable ...".

Artikel 259.-

In de Franse versie leze men : "... revenu imposable d'un contribuable".

Artikel 260.-

In de Nederlandse versie leze men : "ten name van dezelfde belastingschuldige".

Artikel 261.-

In de Nederlandse versie moet in het eerste lid het woord "schatplichtige" door "belastingschuldige", in het derde lid het woord "belastingplichtige" tweemaal door "belastingschuldige" worden vervangen.

Artikel 262.-

In de Nederlandse versie moet in de eerste volzin en in 1° het woord "belastingplichtige" worden vervangen door "belastingschuldige".

.../...

Artikel 263.-

In de Nederlandse versie moet het woord "schatplichtige" worden vervangen door "belastingschuldige".

Artikel 267.-

In de Nederlandse versie leze men : "... kan de belastingschuldige ..." en in de Franse : "le redevable peut ...".

Artikel 273.-

In de Nederlandse versie leze men : "... mogen de belastingschuldigen".

Artikel 274.-

In de Nederlandse versie vervange men tweemaal "belastingplichtige" door "belastingschuldige".

Artikel 276.-

In de Nederlandse versie moet "belastingplichtige" door "belastingschuldige", in de Franse versie "contribuable" door "redevable" worden vervangen.

Artikel 277.-

In § 1, Nederlandse versie, leze men "door de belastingschuldige",en onder 1° "door de belastingschuldige".

In § 1, Franse versie, leze men "l'allégation tardive par le redevable" en onder 1° "signalées par le redevable".

Artikel 279.-

Aan het slot van het tweede lid leze men in de Nederlandse versie "van de betrokken belastingschuldige" en in de Franse versie "du redevable en cause".

.../...

Artikel 296.-

In de Nederlandse versie moet aan het slot van het eerste lid en in het begin van het tweede lid "belastingplichtige" worden vervangen door "belastingschuldige"; in de Franse versie vervange men de woorden "à charge du débiteur effectif de l'impôt" en "le débiteur" onderscheidenlijk door "à charge du redevable" en "le redevable".

Artikel 297.-

In de Nederlandse versie moet "belastingplichtige" door "belastingschuldige", in de Franse "contribuable" door "redevable" worden vervangen.

Artikel 300.-

In de Nederlandse versie leze men : "ten laste van de belastingschuldige", in de Franse : "à charge du redevable".

Artikel 303.-

In de Nederlandse versie moet, in het tweede lid, "belastingplichtigen" door "belastingschuldigen", in het derde lid "belastingplichtige" door "belastingschuldige", worden vervangen.

Artikel 307.-

In de Nederlandse versie moeten de woorden "aan de belastingplichtige" door "aan de belastingschuldige" en in de Franse versie de woorden "au contribuable" door "au redevable" worden vervangen.

Artikel 309.-

In de Nederlandse versie moet, onder 1°, "belastingschuldenaars" worden vervangen door "belastingschuldigen".

.../...

Artikel 310.-

In de Nederlandse versie moet, in het eerste lid "belastingplichtigen" worden vervangen door "belastingschuldigen".

Artikel 311.-

In de Nederlandse versie moet "belastingplichtigen" worden vervangen door "belastingschuldigen".

Artikel 312.-

In ieder lid van de Nederlandse versie moet "belastingplichtige" worden vervangen door "belastingschuldige".

Artikel 314.-

In het tweede lid, Nederlandse versie, leze men "ter ontlasting van de belastingschuldigen".

Artikel 315.-

In ieder lid van de Nederlandse versie moet "belastingplichtige" worden vervangen door "belastingschuldige".

Artikel 322.-

In de Nederlandse versie moet "belastingplichtige" door "belastingschuldige", in de Franse "contribuable" door "redevable" worden vervangen.

Artikel 325.-

Aan het slot van het eerste lid, Nederlandse versie, moet "belastingschuldenaar" worden vervangen door "belastingschuldige".

.../..

Artikel 330.-

In de Nederlandse versie moet "belastingschuldenaar" worden vervangen door "belastingschuldige".

Artikel 333.-

In de Franse versie moeten, in het tweede lid, de woorden "le redevable" en "des redevables" onderscheidenlijk worden vervangen door "le contribuable" en "du contribuable".

Artikel 339.-

In de Nederlandse versie moet de volgende verbetering worden aangebracht : in het eerste lid moeten de woorden "de vreemde belastingplichtigen" worden vervangen door "de buitenlandse belastingschuldigen".

In de Franse versie moeten, in het derde lid, de woorden "aux contribuables" worden vervangen door "aux redevables".

Artikel 384.-

In de Franse versie moet, in het eerste lid, "redevables" worden vervangen door "contribuables".

Artikel 386.-

Aan het slot van het eerste lid moeten in de Nederlandse versie de woorden "van de schuldenaar van de onroerende voorheffing" door "van de belastingplichtige", in de Franse versie de woorden "du redevable du précompte immobilier" door "du contribuable" worden vervangen.

.../...

Artikel 389.-

In de Franse versie moet "redevable" worden vervangen door "contribuable".

Artikel 397.-

In de Nederlandse versie moeten de woorden "de belastingschuldigen" worden vervangen door "de schuldenaars van die voorheffing".

Artikel 400.-

In de Nederlandse versie moeten de woorden "wettelijke belastingplichtige" door "schuldenaar van de onroerende voorheffing", in de Franse versie de woorden "débiteur légal du précompte immobilier" door "redevable du précompte immobilier" worden vervangen.

Artikel 401.-

In de Nederlandse versie moet "belastingplichtigen" worden vervangen door "belastingschuldigen".

Artikel 402.-

In de Nederlandse versie moet "belastingplichtigen" worden vervangen door "belastingschuldigen".

Artikel 403.-

In de Nederlandse versie moet "belastingplichtige" worden vervangen door "belastingschuldige".

Artikel 404.-

In de Franse versie moet "redevable" worden vervangen door "contribuable".

.../...

Artikel 405.-

Met inachtneming van de voorgestelde wijziging zou de Nederlandse tekst als volgt moeten beginnen : "Met betrekking tot materieel en outillering is de belastingplichtige ertoe gehouden ...".

De Franse tekst beginne men als volgt : "En ce qui concerne le matériel et l'outillage, le contribuable est tenu ...". Bovendien leze men : "au contribuable intéressé".

Artikel 407.-

In de Franse versie leze men : "Si les contribuables et autres personnes ..." en "Les contribuables et autres personnes...".

Artikel 408.-

In de Nederlandse versie leze men : "De schuldenaar van de onroerende voorheffing ..."; in de Franse versie : "Le redevable du précompte immobilier ...".

Artikel 415.-

In de Nederlandse versie leze men onder 1° : "belastingschuldige".

Artikel 418.-

In de Nederlandse versie leze men onder § 1, derde lid : "door de belastingschuldige".

Artikel 419.-

In de Nederlandse versie moet aan het slot van het eerste lid, dat, zoals hierna wordt gezegd, het tweede lid zou moeten worden, worden gelezen : "door de belastingschuldige".

.../...

Artikel 420.-

In de Franse versie moet aan het slot van het tweede lid worden gelezen : "déclaration du contribuable".

Artikel 421.-

In de Nederlandse versie leze men : "belastingschuldige".

In de Franse versie schrappe men het adjectief "légal" na "redevable".

Zoals hierna zal worden gezegd, moeten in de Franse versie van dit artikel de woorden "de l'impôt" worden vervangen door "du précompte immobilier". In de Nederlandse versie leze men : "schuldenaar van de onroerende voorheffing".

Artikel 422.-

In de Nederlandse versie moet "belastingplichtige" tweemaal worden vervangen door "belastingschuldige".

Artikel 424.-

In de Nederlandse versie moet "belastingplichtige" worden vervangen door "belastingschuldige".

Artikel 430.-

Vooraan in § 1 moet in de Nederlandse versie "belastingschuldige" door "belastingplichtige", in de Franse het woord "redevable" door "contribuable" worden vervangen.

+

+ +

.../...

Ten gevolge van de wijzigingen in de tekst zelf zullen ook de voetnoten moeten worden aangevuld met de vermelding van die tekstwijzigingen.

+

+ +

Steeds terwille van de eenheid in de terminologie moeten sommige opschriften van onderverdelingen van het Wetboek als volgt worden gewijzigd :

In de Nederlandse versie :

- in titel VII, hoofdstuk VIII, eerste afdeling, moet worden gelezen :
  "Belastingschuldigen";
- in titel VII, hoofdstuk IX, eerste afdeling, moet worden gelezen :
  "Door sommige belastingschuldigen te stellen waarborg";
- in titel IX, hoofdstuk V, afdeling II, moet worden gelezen :
  "Betekening aan de schuldenaar van de onroerende voorheffing".

In de Franse versie :

- in titel VII, hoofdstuk IX, eerste afdeling, moet worden gelezen :
  "Garanties à fournir par certains redevables" ;
- in titel IX, hoofdstuk V, afdeling II, moet worden gelezen :
  "Notification au redevable du précompte immobilier";
- in titel IX, hoofdstuk VI, moet worden gelezen :
  "Déclarations des contribuables et droits d'investigation de l'administration".

+

+ +

.../...

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

I. Coördinatiebesluit.

OPSCHRIFT.

Meer in overeenstemming met de tekst van artikel 89 van de wet van 20 november 1962, krachtens hetwelk de Koning "de bestaande wetsbepalingen betreffende de inkomstenbelastingen" kan coördineren, ware de volgende redactie voor het opschrift :

"Koninklijk besluit houdende coördinatie van de wetsbepalingen betreffende de inkomstenbelastingen".

AANHEF.

In de Franse versie van de eerste verwijzing moet het woord "libellé" worden vervangen door "rédigé".

ARTIKELEN.

Artikel 1 van het ontwerp-koninklijk besluit tot invoering van het Wetboek, bevat de opgaaf van de bepalingen die in de gecoördineerde teksten zijn opgenomen.

.../...

Bij die opgaaf is het volgende op te merken :

1° Wet van 6 september 1895 "aangaande de fiscale aanslagen in zake van rechtstreekse belastingen", bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 12 september 1895.

Afgezien van de artikelen 7 tot 16 van die wet, de enige die het ontwerp overneemt, moeten ook de artikelen 19 en 20 (dit laatste gewijzigd bij de wet van 23 juli 1953) van de wet van 6 september 1895 daarin worden opgenomen.

2° De opgaaf in het ontwerp-koninklijk besluit vermeldt, na de wet van 14 juli 1955, de wet van 30 juni 1956 betreffende het ouderdomspensioen der zelfstandigen. De artikelen van laatstgenoemde wet, die de gecoördineerde wetten van 15 januari 1948 wijzigden, zijn niet meer van kracht ; de vermelding van de wet van 30 juni 1956 moet vervallen.

3° De vermelding van de wet van 28 maart 1960, die door de wet van 31 juli 1963 is opgeheven, moet vervallen.

4° Het ontwerp-koninklijk besluit dat aan het ontwerp-Wetboek voorafgaat, vermeldt het koninklijk besluit van 30 april 1962, hetwelk de artikelen 83bis en 83ter van de belastingwetten wijzigt.

De artikelen 83bis en 83ter van de op 15 januari 1948 gecoördineerde wetten zijn vervangen door de wet van 31 juli 1963 ; de vermelding van het koninklijk besluit van 30 april 1962 moet derhalve vervallen.

.../...

5° De opgaaf moet worden aangevuld met de vermelding van het in het Belgisch Staatsblad van 30 mei 1963 bekendgemaakte ministerieel besluit van 21 mei 1963 tot aanpassing van de verwijzingen in de artikelen van de gecoördineerde wetten betreffende de inkomstenbelastingen, aan de bepalingen van de wet van 20 november 1962 houdende hervorming van de inkomstenbelastingen.

II.

OPMERKINGEN BETREFFENDE HET PLAN VAN DE COORDINATIE.

In titel II, hoofdstuk II, van het ontwerp-Wetboek vormen de bepalingen betreffende de inkomsten van onroerende goederen een afdeling ; de bepalingen betreffende de inkomsten en opbrengsten van roerende goederen en kapitalen zijn op dezelfde wijze gegroepeerd.

De bepalingen betreffende de bedrijfsinkomsten daarentegen zijn over vier afdelingen verdeeld.

Dat plan is niet geheel logisch en kan bovendien een bron van vergissingen zijn voor wie het Wetboek wil raadplegen.

Het hierna voorgestelde plan hergroepeert de stof van de afdelingen IV, V, VI en VII van hoofdstuk II in één afdeling IV :

.../...

Afdeling IV : Bedrijfsinkomsten.

	Artikelen.
Onderafdeling I : Algemene bepalingen	
A. Bepaling	20
B. Winsten van nijverheids-, handels- of landbouwbedrijven	21 tot 25
C. Bezoldigingen, pensioenen en ermede gelijkgestelde inkomsten	26 tot 29
D. Baten van vrije beroepen, ambten, posten of andere winstgevende bezigheden	30
E. Winsten of baten in verband met een vroeger uitgeoefende zelfstandige bedrijfsactiviteit	31 en 32
Onderafdeling II - Onroerende en roerende inkomsten met bedrijfskarakter	33
Onderafdeling III - Belastingvrije inkomsten	
A. Stelsel van de meerwaarden	34 tot 40
B. Sociale en culturele vrijstellingen	41 en 42

.../...

Onderafdeling IV - Vaststelling van het nettobedrag der bedrijfsinkomsten

A. Algemene bepalingen		43
B. Bedrijfslasten	44 tot	50
C. Forfaitaire aftrek voor bedrijfslasten	51 en	52
D. Bedrijfsverliezen		53
E. Andere uitgaven dan bedrijfsuitgaven en aftrekkingen, die in mindering komen van het totale bedrijfsinkomen	54 tot	62
F. Aftrek op de samengevoegde bedrijfsinkomsten van echtgenoten	63 tot	66

+

+ +

Die wijziging van het plan zal, indien zij wordt aangenomen , een terugslag hebben op de nummering van de huidige afdelingen VIII, IX en X.

Voortaan zal de afdeling "Diverse inkomsten" nr V worden, de afdeling "Van het totaal belastbaar nettoinkomen aftrekbare lasten" nr VI, de afdeling "Gezamenlijke aanslag van echtgenoten en hun kinderen" nr VII.

+

+ +

De wijzigingen die het hiervoren voorgestelde plan met zich brengt, moeten ook in de tekst van het Wetboek zelf worden aangebracht.

+

+ +

.../...

Bij het plan van het Wetboek moet nog het volgende worden opgemerkt :

1° Titel III, hoofdstuk II, afdeling II, onderafdeling I, moet vermelden : "Belgische vennootschappen op aandelen en ermede gelijkgestelde rechtspersonen naar Belgisch recht", "Sociétés belges par actions et personnes morales de droit belge y assimilées".

De term "entiteit" heeft geen betekenis in het positief recht en moet worden geweerd.

2° In de Franse versie, titel IX, hoofdstuk VII, afdeling IV, onderafdeling II, moet worden gelezen : "Recours devant le juge de paix".

3° In de Nederlandse versie vervange men het opschrift van afdeling VI van hoofdstuk II van titel II (onderafdeling III van hetzelfde hoofdstuk in het voorgestelde plan) door "Belastingvrije inkomsten".

III. ONDERZOEK VAN DE NEDERLANDSE VERSIE.

In de Nederlandse versie van het ontwerp-Wetboek van de inkomstenbelastingen valt op, dat gestreefd is naar sierlijker taal, zuiverder syntaxis en nauwkeuriger terminologie.

.../...

Zo is op veel plaatsen het verleden deelwoord door een bijzin en de lijdende vorm door de bedrijvende vervangen, is de zinsbouw veranderd, zijn onjuiste termen geweerd en is voor eenzelfde begrip eenzelfde woord gekozen.

Daardoor is het ontwerp-Wetboek leesbaarder geworden dan de oorspronkelijke teksten.

De vormverbeteringen zijn zo talrijk, dat de Regering het niet nodig geoordeeld heeft ze onder het nummer van elk artikel op te geven, wanneer de wijzigingen niets afdoen aan de betekenis of de mogelijke interpretatie van de tekst.

In de zeer volledige voetnoten zijn die verbeteringen vermeld, behalve wanneer zij alleen de filoloog mochten interesseren.

IV.- REDACTIE VAN DE VOETNOTEN.

De formule die voor de voetnoten is gevolgd, is niet gebruikelijk maar de verwijzingen hebben er aan duidelijkheid niets bij ingeboet. Die noten worden best in de gegeven redactie behouden, al moet worden opgemerkt dat het gebruik wil, dat eerst de oorspronkelijke wetsbepaling, pas dan het artikel wordt vermeldt.

In de Franse versie zou de "remarque générale relative aux références d'origine figurant en bas de page" als volgt moeten worden gelezen :

.../...

"Dans les notes de bas de page, il faut entendre :
- par L.C., "les lois relatives aux impôts sur les revenus, coordonnées le 15 janvier 1948", publiées au Moniteur belge du 21 janvier 1948";
- par L., "la loi du ... " ;
- par A.M., "l'arrêté ministériel du ...".

Deze "remarque générale" ontbreekt in het Nederlands. Met inachtneming van de opmerkingen bij de Franse versie, dient zij als volgt te worden gelezen :

"Algemene opmerking betreffende de verwijzingen naar de oorspronkelijke teksten zoals deze voorkomen in voetnoot.

De in voetnoot voorkomende afkortingen moeten worden gelezen als volgt :
- S.W.: "de wetten betreffende de inkomstenbelastingen, gecoördineerd op 15 januari 1948, in het Belgisch Staatsblad van 21 januari 1948".
- W. : "wet van ... " ;
- M.B.: "ministerieel besluit van ...".

V. ALGEMENE OPMERKINGEN OVER DE VORM.

1) De woorden "dit artikel" moeten vervallen telkens als dat zonder bezwaar kan .

2) In de tekst zelf dienen de woorden "artikel" en "article" voluit te worden geschreven.

3) In de Nederlandse versie moet de term "ten honderd" overal worden weergegeven door de afkorting "t.h.".

VI. ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN.

Artikel 1.-

In de Nederlandse versie zijn de woorden "krachtens artikel 89, W. 20.11.1962" overbodig; artikel 89 van de wet van 20 november 1962 is volledig overgenomen in het koninklijk besluit vooraan in de coördinatie.

Artikel 6.-

De woorden "in artikel 18 van deze wet vermelde uitgaven", die in de oorspronkelijke tekst stonden, zijn vervangen door de woorden "in de artikelen 71 en 72 vermelde lasten".

De vervanging van "uitgaven" door "lasten" is verantwoord terwille van de eenheid in de terminologie : artikel 18, § 1, van de wet van 20 november 1962 (dat artikel 71 van het ontwerp-Wetboek geworden is) gebruikt uitdrukkelijk "lasten".

In de Franse versie verbetere men dan ook de tekst van de onderverdeling van het ontwerp waarin de artikelen 71 en 72 staan.

Artikel 7.-

In § 2, Franse versie, kan beter worden gelezen : "au § 1er, 1°, b" en "au § 1er, 2°, a et b".

.../...

Artikel 10.-

In § 1 verwijst de oorspronkelijke tekst naar "artikel 41, § 4, van deze wet" en het ontwerp-Wetboek naar "artikel 163"; beter ware, te verwijzen naar "artikel 163, § 5".

In dezelfde § 1 staat in het Frans "7.500, 11.000 et 20.000 francs", zoals in de oorspronkelijke tekst. In het Nederlands heeft de oorspronkelijke tekst het voegwoord "en", terwijl het Wetboek "of" heeft. Terwille van de overeenstemming leze men in de Franse tekst "ou 20.000 francs".

Artikel 15.-

Terwille van de eenvormigheid van de tekst is het dienstig de woorden "als inkomsten uit belegde kapitalen" in de eerste volzin van het tweede lid te schrappen.

De voetnoot ware als volgt aan te vullen : "behalve de woorden "als inkomsten uit belegde kapitalen".

In de Nederlandse versie leze men onder 1° "berzake", zoals in de oorspronkelijke tekst.

Artikel 19.-

Het artikel moet in beide versies op dezelfde wijze worden onderverdeeld.

.../...

Artikel 25.-

In de Nederlandse versie kan de voetnoot beter als volgt worden gelezen :

"Art. 25, § 1 : W. 20.11.1962, art. 6, § 2, behalve de woorden "bestuurs- of beheerszetel" en "in hoofde" vervangen door de woorden "zetel van bestuur of beheer" en "ten name".

§ 2 : W. 20.11.1962, art. 39, behalve de woorden "ontstentenis hiervan" vervangen door de woorden "gebreke daarvan".

In de volgende artikelen zijn de woorden "in hoofde" en "ontstentenis" telkens door "ten name" en "gebreke" vervangen".

Artikel 26.-

Het eerste lid geeft de tekst van het eerste lid van artikel 6, § 5, van de wet van 20 november 1962 en van artikel 29, § 1, eerste lid, ten dele, van de gecoördineerde wetten.

De bepalingen van artikel 26 hebben tot doel nader te bepalen, welke bezoldigingen bedoeld zijn in artikel 25, § 1, 2°, van de gecoördineerde wetten. De inhoud van dat artikel, waarnaar artikel 29, § 1, eerste lid, van dezelfde wetten uitdrukkelijk verwijst, is ontleend aan artikel 20, 2°, van het ontwerp.

.../...

Het ware dan ook eenvoudiger naar laatstgenoemde bepaling te verwijzen en te lezen :

"Artikel 26.-

De bezoldigingen van de personen bedoeld in artikel 20, 2°, omvatten :
....."

Op die wijze zou de tekst worden gelezen overeenkomstig de formule van de artikelen 30 en 31 van het ontwerp.

De voetnoot zou moeten worden aangevuld met de woorden : "gewijzigd bij M.B. 21.5.1963, art. 4".

In de Nederlandse versie leze men onder 1° "stopzetting van arbeid of beëindiging" in plaats van "staking van arbeid of verbreking".

Artikel 27.-

In de voetnoot moet de vermelding van de wet van 28 maart 1960 vervallen en worden vervangen door "en bij M.B. 21.5.1963, art. 5".

Artikel 30.-

In de Franse versie staat geen voetnoot voor dit artikel; men leze "W. 20.11.1962, art. 6, § 6".

.../...

Artikel 34.-

De voetnoot moet worden aangevuld met de woorden "gewijzigd bij M.B. 21.5.1963, art. 3".

Artikel 38.-

In de Nederlandse versie behoude men de woorden "te gelde maken" en "te gelde gemaakte" die in de oorspronkelijke tekst staan.

Artikel 41.-

In de voetnoot dient de vermelding "en art. 61, § 2, 2°, W. 28.3.1960" te vervallen.

In de Nederlandse versie van § 1, 2°, leze men "renten en vergoedingen", zoals in de oorspronkelijke tekst.

Artikel 42.-

In de Nederlandse versie kan het eerste lid beter als volgt worden gelezen : "... van arbeiderswoningen of voor andere inrichtingen ten behoeve van het personeel van het bedrijf".

Artikel 47.-

De tekst van § 1 zou overzichtelijker zijn, indien hij werd gesplitst in twee alinea's, waarvan de laatste zou beginnen met de woorden "Bij niet juiste aangifte ...", "A défaut de déclaration ...".

.../

Artikel 57.-

§ 1 kan beter in twee nieuwe paragrafen worden gesplitst, de tweede dan te beginnen met "Bovendien", "En outre".

In de Nederlandse versie van § 1, tweede lid, vervange men a en b door 1° en 2°, zoals in de Franse versie.

Artikel 67.-

In de tekst onder 1°, Franse versie, moet het woord "forfaitairement", dat in het ontwerp-Wetboek staat, worden vervangen door "fortuitement", zoals in de oorspronkelijke tekst.

Artikel 79.-

In de Franse versie van de voetnoot leze men "sur le revenu" in plaats van "sur les revenus".

Artikel 81.-

Het nummer van dit artikel was in de Nederlandse tekst weggevallen en is dus aan te geven.

Artikel 82.-

In de Nederlandse versie van § 2, eerste regel, schrijve men "belastingplichtige", in het enkelvoud.

In § 3 van de Franse versie moeten de woorden "au paragraphe premier du présent article" worden vervangen door "au § 1er".

.../...

Artikel 87.-

In § 1 luidt de oorspronkelijke tekst : "berekend overeenkomstig 2° of 3° hiervoor". Het ware dan ook juister in het ontwerp-Wetboek te lezen : "overeenkomstig de artikelen 77 of 78".

In § 2 van de Nederlandse versie leze men : "krachtens dit artikel".

In dezelfde §, Franse versie, luidt de oorspronkelijke tekst : "sur la partie du revenu imposable qui excède 125.000 francs"; deze moet worden overgenomen.

Artikel 89.-

In de Nederlandse versie van het tweede lid behoude men de redactie van de oorspronkelijke tekst.

Artikel 90.-

Duidelijkheidshalve splitse men het tweede lid in twee.

Artikel 94.-

In § 1 verwijst de oorspronkelijke tekst naar de "artikelen 21 en 22 van deze wet"; nemen echter de artikelen 77 tot 88 en 90 tot 92 van het ontwerp-Wetboek de inhoud over van de artikelen 21 en 22 van de wet van 20 november 1962, artikel 89 van het ontwerp-Wetboek herhaalt artikel 79 van die wet.

.../...

De verwijzing zou als volgt moeten worden verbeterd : "van de artikelen 77 tot 88 en 90 tot 92".

In de Nederlandse versie behoude men het woord "tegeldemaking", dat in de oorspronkelijke tekst staat.

Nog in het Nederlands, § 1, 3°, a, dienen de woorden "ten gevolge van stopzetting van arbeid of van bediendencontract- of dienstverhuringscontractbreuk" terwille van de overeenstemming met artikel 26, 1°, te worden vervangen door de woorden : "... ten gevolge van stopzetting van arbeid of beëindiging van bedienden- of dienstverhuringscontract ...".

In § 2, Franse versie, vervange men de woorden "au paragraphe premier du présent article" door "au § 1er".

Artikel 100.-

Het ware beter de tekst in twee alinea's te splitsen. De tweede kan beginnen met de woorden "Wanneer deze personen ...", "Cette disposition n'est applicable ...".

Artikel 107.-

In de Nederlandse versie behoude men "tegeldemaking".

Artikel 109.-

Terwijl de Franse tekst onder 3° geeft : "visés à l'article 20, 2°, b, ou au 2° qui précède", staat in de Nederlandse : "bedoeld in 2° of in artikel 20, 2°, b". De volgorde van de verwijzingen moet in beide gevallen dezelfde zijn.

.../...

Artikel 115.-

Dit artikel kan beter in twee alinea's worden gesplitst. De tweede kan beginnen met "Deze aftrek ..." na weglating van het voegwoord "en", in de Franse versie met "Cette disposition ..." na weglating van "et".

Artikel 120.-

In de Franse versie dient na "1944 à 1948" het woord "incluse" te worden ingevoegd, dat ook in de oorspronkelijke tekst staat.

Artikel 124.-

In de Franse versie van § 1, 3°, leze men "transformation de la forme juridique", zoals in de oorspronkelijke tekst.

In § 2, Nederlandse versie, luidt de oorspronkelijke tekst : "een som uitgekeerd in geval van ...". Het Wetboek zegt : "een som die uitgekeerd is in geval van", hetgeen de verkeerde indruk kan wekken dat het gaat om een som die werkelijk verdeeld is. Men behoude dus de oorspronkelijke tekst.

Artikel 127.-

Men zorge ervoor dat beide versies evenveel alinea's hebben.

Artikel 136.-

In de Nederlandse versie moet het slot van de voetnoot als volgt worden gelezen : "... vervangen door de woorden "verrekening met" en "grondslag van de vennootschapsbelasting".

.../...

Artikel 141.-

In § 2 moet de verwijzing in beide versies als volgt worden gelezen "§ 2, 3°, a".

Artikel 147.-

Het lijkt verkieslijk de tekst van het artikel in twee alinea's te splitsen. De eerste kan beginnen met "Geen aftrek", "Aucune déduction".

Artikel 153.-

In de Nederlandse versie van 2° staat : "van de artikelen 130,131 en 133", in de Franse : "aux articles 130, 131, 133 et 134".

Artikel 134 stemt overeen met artikel 35, § 4, tweede lid, van de wet van 20 november 1962; verwijzing naar dit artikel, zoals in de Franse versie, lijkt dus wel nodig.

Nochtans moet worden opgemerkt, dat artikel 134 betrekking heeft op de aanslag van 15 t.h., gevestigd op de sommen die door vennootschappen, verenigingen of federaties bedoeld in artikel 128, 2°, zijn uitbetaald of toegekend, met andere woorden door de kredietverenigingen erkend door de Nationale Kas voor beroepskrediet, de plaatselijke handelsvennootschappen en de gewestelijke of beroepsfederaties van deze laatste vennootschappen, die machtiging bezitten om, krachtens de wet van 29 maart 1929, kredieten voor ambachtelijke outillering te verlenen.

.../...

Die vennootschappen, verenigingen en federaties kunnen niet anders dan Belgisch zijn. Artikel 153 nu betreft de belasting der niet-verblijfhouders. Daarom kan de verwijzing naar artikel 134 vervallen.

Artikel 163.-

In § 5, tweede lid, luidt de verwijzing in de Nederlandse versie : "In § 5", in de Franse : "à l'alinéa qui précède". In beide teksten zou moeten worden verwezen naar "het eerste lid".

Artikel 169.-

In de Franse versie kan, meer in overeenstemming met de Nederlandse, beter worden gelezen : "Le Roi est autorisé à prendre des mesures spéciales ...".

Artikel 170.-

Onder 3° vervange men "aan deze wet" door "aan de wet van 20 november 1962 houdende hervorming van de inkomstenbelastingen".

Artikel 172.-

In de Nederlandse versie, derde lid, moet het woord "belasting" worden vervangen door de woorden "roerende voorheffing".

In dezelfde versie moet in de voetnoot, het woord "belasting" worden ingevoegd tussen de woorden "mobiliënbelasting" en "titels".

.../...

Artikel 179.-

Men leze de voetnoot als volgt : "... lid 3, ten dele, lid 4, lid 5 ...".

In de Franse versie : "Art. 179 : L. 20.11.1962, art. 44, al. 3, pro parte, al. 4 et al. 5".

Artikel 194.-

Artikel 48, § 4, 2°, van de wet van 20 november 1962 luidt : "2° de roerende inkomsten van titels die vóór de inwerkingtreding van deze wet zijn uitgegeven".

Het ontwerp-Wetboek vervangt de "inwerkingtreding" door de datum 1 december 1962, waarop de wet in het Belgisch Staatblad is bekendgemaakt.

Men leze : "... die vóór de inwerkingstelling van de wet van 20 november 1962 houdende hervorming van de inkomstenbelastingen uitgegeven zijn".

Artikel 196.-

De oorspronkelijke Nederlandse versie luidt : "Het forfaitair gedeelte van de buitenlandse belasting ..."; het ontwerp-Wetboek vervangt dit door : "van buitenlandse belastingen" in artikel 196, maar niet in artikel 197.

Het verdient aanbeveling de oorspronkelijke tekst te behouden.

.../...

Artikel 198.-

In de Nederlandse versie van § 2 luidt de verwijzing : "in § 1", in de Franse : "au § 1er, 1° à 3° du présent article". De verwijzingen moeten in beide versies gelijk zijn. Met "in § 1" kan worden volstaan.

Artikel 203.-

Terwille van de eenheid in de terminologie vervange men in het Nederlands "forfaitair bedrag" door "forfaitair gedeelte".

Artikel 206.-

Dit artikel geeft de inhoud van artikel 50 van de gecoördineerde wetten, dat een verwijzing bevat naar de artikelen 80, 81, 82 en 83 van dezelfde wetten.

Van die laatste artikelen zijn 80, 81 en 82, § 1, opgeheven. Dat in artikel 50 naar artikel 82 verwezen werd, was hierdoor te verklaren, dat § 1 van dit laatste bepaalde, dat aan het Fonds der gemeenten een gedeelte van de belastingen bedoeld in artikel 80, § 1, van de gecoördineerde wetten, en een gedeelte van de grondbelasting werd toegewezen.

§ 1 van artikel 82 is opgeheven door de wet van 24 december 1948.

Door § 2 van hetzelfde artikel wordt het aandeel van provincies en gemeenten in de opbrengst van de cedulaire of gesplitste belastingen uitdrukkelijk afgeschaft.

.../...

Ofschoon die bepaling nog bestaat en overgenomen is in artikel 350 van het ontwerp, hoeft daarnaar niet te worden verwezen in artikel 206, waarvan het zinsdeel : "Onverminderd de toepassing van de bepalingen der artikelen ...", strekt tot vrijwaring van het recht van provincies en gemeenten om belastingen of opcentiemen te heffen binnen de in de wet bepaalde grenzen.

Artikel 210.-

In de Franse versie leze men : "Il n'est tenu compte" in plaats van "Il n'est pas tenu compte".

Artikel 214.-

Aan de voetnoot moet worden toegevoegd : "... en de woorden "het formulier" door de woorden "het in artikel 213 bedoelde formulier".

Artikel 221.-

Men leze in de voetnoot : "artikel 55, nieuwe § 3".

Artikel 224.-

Aan het slot leze men : "overeenkomstig de artikelen 256 en 257".

Artikel 235.-

In de Nederlandse versie zou § 2 moeten beginnen met : "Het bepaalde in § 1", in de Franse versie met : "Le § 1er".

.../...

Artikel 243.-

In de Nederlandse versie moet een komma staan tussen "stuk" en "proces-verbaal".

Artikel 252.-

Voorgesteld wordt, in de Franse versie, terwille van de overeenstemming met de Nederlandse, te lezen : "par le Roi".

Artikel 256.-

De Nederlandse versie van het ontwerp-Wetboek verwijst naar de "artikelen 212, 215, 218, 224 en 251", de Franse naar de artikelen "212 à 215, 218, 224 et 251".

In de Nederlandse verwijzing moet tussen "212" en "215" het voorzetsel "tot" worden ingevoegd.

Artikel 258.-

In de voetnoot van de Nederlandse tekst leze men : "W. 13.7.1959".

De Nederlandse tekst verwijst naar de "artikelen 212 en 220", de Franse naar de artikelen "212 à 220". Uit het onderzoek van de oorspronkelijke tekst blijkt dat het Nederlands als volgt moet worden verbeterd : "in de artikelen 212 tot 220".

Artikel 259.-

De Nederlandse verwijzing ("artikelen 212 en 218") is anders dan de Franse ("212 à 220"); men schrijve "artikelen 212 tot 220".

Artikel 272.-

Artikel 272 van het ontwerp-Wetboek vindt zijn oorsprong in artikel 61, § 3, tweede lid, van de op 15 januari 1948 gecoördineerde wetten op de inkomstenbelastingen, gewijzigd bij artikel 63, 3°, b, van de wet van 20 november 1962.

De Nederlandse tekst van genoemd artikel 61, § 3, tweede lid, zegt niet uitdrukkelijk dat de bezwaarschriften moeten worden gemotiveerd, in tegenstelling met de Franse tekst, die luidt : "Les réclamantions doivent être motivées et présentées, sous peine de déchéance ...".

Dit verschil gaat terug op artikel 49 van de wet van 13 juli 1930 tot wijziging van de wetgeving inzake directe belastingen.

De parlementaire voorbereiding van die wet wijst uit, dat de tekst zoals de Commissie van de Kamer van Volksvertegenwoordigers (gedr. st., Kamer van Volksvertegenwoordigers, zitting 1929-1930, nr 18, blz. 120) hem had voorgesteld, moest luiden : "De bezwaarschriften moeten beredeneerd zijn en ingediend, op straffe van verval ...".

Die tekst gaat uit van een ontwerp, ontstaan uit de beraadslagingen van de middenafdeling belast met het onderzoek van de voorstellen door de Heer VAN DIEVOET in 1927 aan de Kamer voorgelegd, waar de woorden "met beredeneerd verzoek" werden gebruikt.

.../...

Maar in de volledige tekst die uit de amendementen van de Commissie is ontstaan (ibidem, nr 186, bijlage III, blz. 73), heeft de Franse tekst wel "doivent être motivées", de Nederlandse echter : "moeten ... ingediend worden".

Deze vergissing werd overal herhaald.

Over de bedoeling van de wetgever is echter geen twijfel mogelijk.

Het Hof van cassatie heeft bij herhaling bevestigd, dat de bezwaarschriften gemotiveerd moesten zijn : het arrest van 21 april 1953 (Pasicr. 1953, I, blz. 643) zegt het uitdrukkelijk.

Het is zaak van de wetgever alleen, beide teksten in overeenstemming te brengen.

In de Nederlandse versie zou de voetnoot moeten worden aangevuld met het volgende : "Op te merken valt, dat de Franse tekst bepaalt dat de bezwaarschriften met redenen moeten zijn omkleed".

Artikel 279.-

Het verdient aanbeveling in de Franse versie van het tweede lid te lezen: "le mandat des porteurs de pouvoirs visés à l'alinéa 1er".

.../...

Artikel 285.-

Een eenvoudiger lezing ware :

"De afgifte van het beroep ter griffie van het Hof van beroep, de neerlegging van het verzoekschrift en van het origineel van de aanzegging, alsook de afgiften en neerleggingen van documenten bedoeld in de artikelen 281 tot 284, mogen bij ter post aangetekende brief worden gedaan".

Artikel 289.-

In de oorspronkelijke Nederlandse versie staat : "een uitgifte van het arrest"; men behoude die tekst.

De Raad van State geeft in overweging na artikel 292 artikel 19 van de wet van 6 september 1895 over te nemen, alsook artikel 20 van dezelfde wet, vervangen door artikel 1 van de wet van 23 juli 1953, onder een opschrift als dat van de wet van 1895.

De tekst zou dan luiden :

"Onderafdeling III - Algemene bepalingen".

"Artikel ....

§ 1. De deurwaarders mogen de exploten bij ter post aangetekende brief toezenden.

De afgifte van de brief aan de post geldt als betekening aan de betekende partij.

.../...

§ 2. De kosten, de lonen der deurwaarders en het getuigengeld worden geregeld als in strafzaken".

\+

\+ +

De voetnoten zouden dan luiden :

"Art. ... : § 1. W. 6.9.1895, art. 19
§ 2. W. 6.9.1895, art. 20, vervangen bij W. 23.7.1953, art. 1".

\+

\+ +

Artikel 302.-

Men leze de voetnoot als volgt : "S.W. artikel 59, § 1, lid 1 en 2, vervangen door W. 20.11.1962, artikel 62, behalve ...".

Artikel 304.-

De voetnoot dient als volgt te worden gelezen :

"Artikel 304 - lid 1 en 2 : S.W.art. 59, § 2, lid 1, gewijzigd bij W. 28.3.1955, art. 9, 2°, en M.B. 21.5.1963, art. 6, behalve ... (zoals in het ontwerp) ...;

- lid 3 : S.W. art. 59, § 2, lid 3, gewijzigd bij W.28.3.1955, art. 9, 4°, behalve ... (zoals in het ontwerp) ...".

.../...

Artikel 307.-

Dit artikel zou in twee alinea's moeten worden verdeeld. Het tweede kan beginnen met de woorden "Deze interesten ...", "Les intérêts ...".

Artikel 309.-

De voetnoot zou moeten worden aangevuld met : "en M.B. 21.5.1963, art. 7".

Artikel 310.-

Terwille van de eenheid in de terminologie vervange men in het Nederlands "vreemde" door "buitenlandse".

Artikel 316.-

In de tweede volzin van de voetnoot leze men : "ingevoegd bij W. 24.12.1948, art. 2 ... en gewijzigd ...".

Artikel 338.-

Artikel 68 van de wet van 20 november 1962 bepaalt : "De verwijzingen naar de ... gecoördineerde wetten, die voorkomen in artikel 77 van deze wetten worden bij besluit van de Minister van Financiën aangepast, met inachtneming van de bepalingen welke die zullen hebben vervangen krachtens deze wet".

Deze bepaling is uitgevoerd door artikel 8 van het ministerieel besluit van 21 mei 1963, hetwelk bepaalt :

"§ 1. In artikel 77, § 1, lid 1, van dezelfde gecoördineerde wetten, worden de woorden "van de artikelen 9, 23, 24, 27, § 4, 30, 3e en 4e lid, 31, § 3, 53, 54, 57ter, 63 en 70" vervangen door de woorden "van de artikelen 9, 23, 24, 53, 54, § 1, 54bis, § 2, 70, alsook van artikel 46 van de wet van 20 november 1962 houdende hervorming van de inkomstenbelastingen, en van artikel 47 van dezelfde wet voor zover het de storting en de aangifte van de bedrijfsvoorheffing en de wijze van aangifte van de roerende voorheffing beoogt".

§ 2. In artikel 77, § 3, lid 1, van dezelfde gecoördineerde wetten, worden de woorden "artikel 30, leden 3 en 4" vervangen door de woorden "artikel 54bis, § 2".

Dat artikel 8 heeft de verwijzingen waar artikel 68 van de wet van 20 november 1962 op doelde, slechts gedeeltelijk kunnen aanpassen, want, zoals de Raad van State heeft opgemerkt in zijn advies van 25 maart 1963 (L. 8303), is het niet mogelijk, buiten de wetgever om, de verwijzingen aan te passen wat de vroegere artikelen 57ter en 63 van de gecoördineerde wetten betreft.

.../...

De leemte die artikel 77 van de gecoördineerde wetten daardoor vertoont, kan in deze coördinatie niet worden aangevuld.

Aan het slot van de voetnoot vervange men de woorden "en art. 68, W. 20.11.1962" door "en M.B. 21.5.1963, art. 8".

Artikel 340.-

In de voetnoot moeten de woorden "art. 68, W. 20.11.1962" worden verbeterd tot : "M.B. 21.5.1963, art. 8".

Artikel 347.-

De voetnoot moet als volgt worden aangevuld : "de verwijzing naar de wet van 24 juli 1921 werd vervangen door een verwijzing naar de wet van 5 maart 1952".

Artikel 351.-

In de Nederlandse tekst ontbreekt de voetnoot. Men leze ze als volgt :

"Art. 351 : S.W. art. 83, vervangen bij W. 24.12.1948, art. 34 en, wat het 1° betreft, bij W. 20.11.1962, art. 70".

.../...

Artikel 352.-

Een juistere lezing voor de voetnoot ware :

"Art. 352 : S.W. art. 83bis, § 1, ingevoegd door W. 14.2.1961, art. 96, en vervangen bij W. 31.7.1963, art. 1".

Artikel 353.-

Een juistere lezing voor de voetnoot ware :

"Art. 353 : S.W. art. 83bis, § 2, ingevoegd door W. 14.2.1961, art. 96, en vervangen bij W. 31.7.1963, art. 1".

Artikel 354.-

Een juistere lezing voor de voetnoot ware :

"Art. 354 : S.W. art. 83bis, § 3, lid 1, ingevoegd door W. 14.2.1961, art. 96, en vervangen bij W. 31.7.1963, art. 1".

Artikel 355.-

Een juistere lezing voor de voetnoot ware :

"Art. 355 : S.W. art. 83bis, § 3, lid 2 tot 7, ingevoegd door W. 14.2.1961, art. 96, en vervangen bij W. 31.7.1963, art. 1, behalve ... (zoals in het ontwerp) ...".

.../...

Artikel 356.-

Men leze de voetnoot als volgt :

"Art. 356 : S.W. art. 83bis, § 4, ingevoegd door W. 14.2.1961, art. 96, en vervangen bij W. 31.7.1963, art. 1, behalve ... (zoals in het ontwerp) ...".

Artikel 358.-

Men leze de voetnoot als volgt :

"Art. 358 : S.W. art. 83ter, § 2, ingevoegd door W. 30.3.1962, art. 1, en vervangen bij W. 31.7.1963, art. 2".

Artikel 360.-

Terwille van de overeenstemming tussen beide versies, leze men in het Frans "bâties ou non bâties".

Artikel 370.-

In de Franse versie kan beter worden gelezen : "ayant, à l'hectare, le revenu cadastral le moins élevé".

Artikel 374.-

In de Franse versie verbetere men de voetnoot als volgt : "sauf les mots "de la contribution foncière" remplacés par les mots "de précompte immobilier".

.../...

Artikel 375.-

In de Franse versie verbetere men de voetnoot als volgt : "les mots "de la contribution foncière" remplacés par "du précompte immobilier" et "à l'impot" par "audit précompte".

Artikel 376.-

In de Franse versie verbetere men de voetnoot als volgt : "sauf les mots "de la contribution foncière" remplacés par les mots "du précompte immobilier".

Artikel 379.-

Terwille van de overeenstemming tussen beide teksten, vervange men in § 1, Nederlands, de onderverdeling 1 en 2 door een onderverdeling 1° en 2°.

Artikel 381.-

In de Franse versie dient de voetnoot als volgt te worden verbeterd:"les mots "de la contribution foncière" remplacés par les mots "du précompte immobilier".

Artikel 386.-

In de Nederlandse versie leze men : "dat tot grondslag ... heeft gediend".

Artikel 387.-

In de Franse versie behoude men de terminologie van artikel 41, § 1, tweede lid, van de wet van 20 november 1962 : "immunisation du précompte immobilier".

.../...

De voetnoot moet als volgt worden aangevuld : "W. 28.2.1962, gewijzigd bij M.B. 21.5.1963, art. 1".

Artikel 389.-

Terwille van de overeenstemming met de Franse tekst schrappe men aan het slot van de Nederlandse versie de woorden "door de belastingplichtige".

Artikel 400.-

De voetnoot moet als volgt worden aangevuld : "gewijzigd bij W. 20.11.1962, art. 63, 1°".

Artikel 406.-

In de voetnoot moet vóór "behalve" worden ingevoegd : "gewijzigd bij M.B. 21.5.1963, art. 2".

Artikel 419.-

De Franse versie heeft drie alinea's, de Nederlandse slechts twee. Dit is in overeenstemming te brengen.

Artikel 421.-

In dit artikel vervange men "wettige belastingplichtige" door "schuldenaar van de onroerende voorheffing", want artikel 63, 1°, van de wet van 20 november 1962 heeft in artikel 61, § 1, van de gecoördineerde wetten het woord "grondbelasting" vervangen door "onroerende voorheffing".

.../...

De voetnoot zou vóór "behalve" moeten worden aangevuld met : "gewijzigd bij W. 20.11.1962, art. 63, 1°".

Artikel 429.-

De Franse tekst zegt : "par arrêté royal", de Nederlandse "de Koning".

Terwille van de eenheid leze men in de Franse versie : "par le Roi".

Artikel 430.-

De Raad van State geeft in overweging in § 1, 1°, de te ruime formulering van het ontwerp te vervangen door de volgende lezing : "in artikel 27, § 1, tweede lid, van de wetten betreffende de inkomstenbelastingen, gecoördineerd op 15 januari 1948, zoals dit bestond vóór zijn opheffing bij de wet van 20 november 1962 houdende hervorming van de inkomstenbelastingen".

In de tekst onder 2° leze men : "In hetzelfde artikel 27, § 1, tweede lid".

Artikel 434.-

Zoals voor artikel 430 stelt de Raad van State voor, de tekst als volgt te lezen : "in artikel 30bis, 3°, van de wetten betreffende de inkomstenbelastingen, gecoördineerd op 15 januari 1948, zoals dit bestond vóór zijn opheffing bij de wet van 20 november 1962 houdende hervorming van de inkomstenbelastingen".

.../...

VII. TEKSTEN DIE NIET OPGENOMEN ZIJN IN DE COORDINATIE.

De in het ontwerp-Wetboek gecoördineerde teksten bevatten vaak opheffings- en overgangsbepalingen en bepalingen betreffende de inwerkingstelling en de uitvoering.

In het algemeen stelt de Raad van State voor, de niet in de coördinatie opgenomen bepalingen, na de voetnoten te herhalen. Dat is te verantwoorden wanneer de te coördineren wetsbepalingen weinig talrijk en de niet in de coördinatie opgenomen teksten weinig omvangrijk zijn.

In het onderhavige geval acht de Raad van State het uit een praktisch oogpunt aan te bevelen, onder de "bepalingen die niet opgenomen zijn in de coördinatie" alleen die op te geven, die in de coördinatie van 1948 en in de wet van 20 november 1962 voorkomen.

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

G. HOLOYE, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, raadsheren van State,

P. ANSIAUX, assesseurs de la section de législation,
P. DE VISSCHER, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. H. ROUSSEAU, substitut.

La note du bureau de coordination a été présentée par M. C. LAMBOTTE, membre adjoint dudit bureau.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G. DE LEUZE.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.H.ROUSSEAU, substituut.

De nota van het coördinatiebureau werd opgesteld door de H. C. LAMBOTTE, adjunct lid van dit bureau.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J. SUETENS.